



Numéro 4 - novembre 2017

En septembre 2017, la baisse des prix agricoles à la production se poursuit en raison du recul des cours des grandes cultures et des porcins

■ Synthèses Légumes

Légumes d'été : des récoltes précoces mais fragilisées par les aléas climatiques et par le chevauchement des productions
S. Bernadet

■ Synthèses Fruits

Fruits d'été : en 2017, un marché difficile pour l'abricot et la cerise, plus équilibré pour la pêche
L. Bernadette

■ Synthèses Aviculture

Après une nette dégradation en 2016, le marché des œufs de consommation s'améliorerait au premier semestre 2017
C. Pendariès

■ Synthèses Lait

En France et en Europe, une reprise progressive de la collecte de lait au cours du premier semestre 2017, stimulée par le redressement des prix du lait
A. Calvino

■ Synthèses IAA

Au 2^e trimestre 2017, la production en volume des IAA reste stable sur un an, malgré la forte croissance du secteur des boissons
M. Kuhn-Le Braz



Éditorial

En septembre 2017, la baisse des prix agricoles à la production se poursuit en raison du recul des cours des grandes cultures et des porcins

A lors que septembre a été marqué à l'échelle nationale par des températures inférieures aux normales de saison, contrairement au mois d'août, les deux mois de la fin d'été 2017 se sont caractérisés par un temps sec, à l'image des mois précédents, contribuant à une pluviométrie déficitaire de 18 % depuis le 1^{er} mars 2017, avec toutefois des contrastes selon les régions : excédentaire dans l'Ouest et déficitaire à l'Est (*Infos rapides Climatologie, octobre 2017*). Au 1^{er} octobre 2017, l'indice d'humidité des sols est particulièrement déficitaire en PACA ainsi que de l'Hérault à l'Ardèche et dans la Drôme.

Si les pluies de la dernière décade d'août ainsi que celles de septembre ont favorisé la reprise de la végétation, notamment dans la moitié Nord et en Nouvelle-Aquitaine, elles ont été insuffisantes pour rattraper le déficit de pousse d'herbe estivale et automnale enregistré entre le 20 juin et le 20 octobre. Sur l'ensemble de la campagne, la production des prairies permanentes est estimée proche des normales (96 % de la production de référence) mais la situation est contrastée avec un déficit important dans les Hauts-de-France, le Nord-Est et les Pays de la Loire (*Infos rapides Prairies, octobre 2017*).

Selon les estimations du SSP au 1^{er} octobre, la récolte 2017 de céréales atteindrait 68,6 Mt en France, en hausse de 27 % sur un an et de 2,5 % par rapport à la moyenne 2012-2016 grâce quasi exclusivement à une hausse des rendements, les surfaces ayant peu évolué, à l'exception de celles de blé tendre qui établissent un record, et de celles de blé dur qui reculent. La production de céréales à paille représente la troisième moisson la plus importante après 1998 et 2015. La récolte d'oléagineux s'accroît également sous l'effet de la progression des rendements mais est limitée par la baisse des surfaces (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, octobre 2017*). Cette moisson globalement de très bonne qualité, malgré des situations hétérogènes selon les régions, expliquées par certains aléas climatiques pendant la campagne, s'inscrit dans un contexte mondial marqué par des récoltes records en Russie et outre atlantique et une forte concurrence entre exportateurs. Grâce à une demande mondiale forte et à la dépréciation de l'euro face au dollar, les prix français à la production des céréales restent légèrement supérieurs à ceux de 2016 en septembre mais ne suffisent pas à

contrebalancer le repli des prix des oléagineux sur un an (après les hausses de 2016) ni la chute des cours de la pomme de terre suite à de bonnes récoltes.

Après une commercialisation plutôt morose cet été, les cours des premiers légumes d'hiver et des derniers produits d'été se rapprochent en septembre, de l'équilibre sur un an et de la moyenne des cinq dernières années tandis que ceux des fruits d'hiver repartent à la hausse. Les premiers bénéficient d'une amélioration des cours de la tomate et d'un bon démarrage des cours de l'endive tandis que les seconds reflètent une production de poires, et surtout de pommes, prévue en baisse en France et en Europe pour la campagne 2017/2018, comparée à la moyenne sur cinq ans (et sur un an pour les pommes), en raison essentiellement du gel en avril (*Infos rapides fruits et légumes, octobre 2017*).

S'agissant des fruits d'été, la campagne 2017 a été caractérisée par des récoltes précoces, en progression sur un an grâce à un printemps clément malgré le gel en avril, mais en léger retrait (sauf pour l'abricot) par rapport à la moyenne sur cinq ans, et par des cours en baisse, à l'exception de la pêche. La production française d'abricots s'est trouvée rapidement concurrencée par les arrivages d'abricots espagnols, plus tardifs cette année en raison d'aléas climatiques, et face à une demande dynamique mais insuffisante pour absorber les disponibilités, les prix ont chuté. Les pêches françaises positionnées sur un créneau moyen et haut de gamme ont, elles, tiré leur épingle du jeu face à une concurrence espagnole plutôt axée sur les pêches plates. Avec des prix stables par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, le chiffre d'affaires s'est stabilisé, contrairement à celui de la cerise et surtout de l'abricot, en net repli (*Fruits d'été : en 2017, un marché difficile pour l'abricot et la cerise, plus équilibré pour la pêche, Fruits, n° 2017/317, octobre 2017*).

La campagne 2017 des légumes d'été s'est également caractérisée par la précocité des récoltes mais la commercialisation de certains légumes (concombre, melon, tomates) a souffert de l'arrivée simultanée sur le marché de la production de différents bassins et des aléas climatiques (amplitudes thermiques et sécheresse) qui

ont limité les rendements. Sur l'ensemble de la campagne d'été, malgré des productions souvent réduites (sauf melon et concombre), et une concurrence extérieure, notamment espagnole, parfois moins vive que lors des campagnes précédentes, les prix ont reculé pour l'ensemble des légumes, à l'exception de la fraise et de la laitue ainsi que la plupart des chiffres d'affaires (Légumes d'été : des récoltes précoces mais fragilisées par les aléas climatiques et par le chevauchement des productions, *Légumes*, n° 2017/318, octobre 2017).

Malgré quelques pluies en fin de vendanges dans le Bordelais et les Charentes, le gel de printemps dans les vignes du Sud-Ouest (Bordelais essentiellement), des Charentes, du Jura et de l'Alsace et l'aggravation ou l'accentuation de la sécheresse dans le Sud-Est, le Languedoc, la Corse et le Beaujolais ont fortement pesé sur les récoltes 2017. Selon les estimations au 1er octobre, la production nationale viticole s'établirait à 36,9 Mhl, soit un niveau inférieur de 19 % à celui de 2016 et de 18 % à la moyenne des cinq dernières récoltes. Elle serait historiquement basse, en deçà de celle de 1991, elle aussi fortement touchée par le gel (*Infos rapides Viticulture*, octobre 2017).

Sur les huit premiers mois de 2017, les productions françaises d'animaux de boucherie baissent ou stagnent par rapport à la même période de 2016, dans un contexte de prix à la production en hausse sur un an mais qui décélèrent avec la baisse très nette des porcins depuis la mi-2017 (*Infos rapides Bovins/ovins/porcins*, octobre 2017). Après avoir fortement augmenté sur les trois années précédentes, les abattages de vaches laitières se contractent sur un an sur les neuf premiers mois de 2017, les éleveurs ayant préféré maintenir leurs animaux sur les exploitations face à la bonne tenue des prix du lait. Bien que toujours perturbées par la FCO, les circuits d'échange n'ayant concrètement pas repris vers la Turquie et l'Algérie, les exportations de brouillards sont dynamiques en juillet et en août, notamment celles de brouillards légers vers l'Italie, tirant les ventes à la hausse sur les huit premiers mois de 2017. Les exportations porcines restent pénalisées par la réduction des achats chinois depuis le début de l'année, malgré une réorientation des flux européens vers d'autres pays asiatiques. En septembre 2017, les tensions sur le marché porcin, accrues par des abattages en hausse saisonnière et sur un an, tirent les cours des porcins vers le bas et freinent la progression des prix de l'ensemble des animaux de boucherie sur un an (+ 0,8 %), malgré une bonne tenue de ceux relatifs aux gros bovins (+ 8 %).

Les productions françaises en retrait s'inscrivent dans un contexte de repli des effectifs au 1er mai 2017 pour les porcins et de stabilité pour les bovins. Dans l'UE, les évolutions sont plus contrastées : en baisse pour les bovins (sauf Pologne et surtout Espagne) et plutôt en hausse pour les porcins, à l'exception de la Belgique et des Pays-Bas (*Infos rapides Cheptel Bovins/porcins*, octobre 2017). Au 1er semestre 2018, les productions bovines fléchiraient sur un an en France, RU et Italie et se stabiliseraient ou s'accroîtraient en Europe du Nord.

Sur les neuf premiers mois de 2017, les abattages de volailles, toutes espèces confondues, baissent sur un an et par rapport à la moyenne 2012-2016, toujours fortement touchés par le second épisode d'influenza aviaire pour la filière palmipèdes (- 18 % pour les canards à gaver) et, à un moindre titre, par le recul des abattages de dindes (*Infos rapides Aviculture*, novembre 2017). Après avoir marqué le pas en juin et juillet, après le pic de mai, les mises en place de canetons reprennent en août, se situant au-dessus de celles de 2016 sur les huit premiers mois. En septembre 2017, les cours de la volaille stagnent sur un an à l'image des mois précédents.

Au 1er semestre 2017, le marché des œufs de consommation a montré des signes d'amélioration. La production s'est accrue sur un an et les prix ont été bien orientés. Cette embellie intervient après une année 2016 plutôt difficile : recul sur un an de la production, solde des échanges dégradé avec un déficit croissant en volume et un excédent en valeur très réduit, enfin prix en retrait, malgré un léger rebond de la consommation des ménages à domicile (*Après une nette dégradation en 2016, le marché des œufs de consommation s'améliorerait au 1er semestre 2017*, *Aviculture*, n° 2017/314, juillet 2017). Après un léger repli en juillet par rapport à juin, les cours progressent à nouveau en août et surtout en septembre 2017 pour s'établir en nette hausse sur un an et par rapport à la moyenne des cinq dernières années, soutenus par une demande extérieure forte pour les œufs français épargnés par le scandale du Fipronil. Pour l'ensemble de l'année 2017, la production française d'œufs de consommation se redresserait de 4,5 % sur un an, selon le modèle SSP-ITAVI-CNPO.

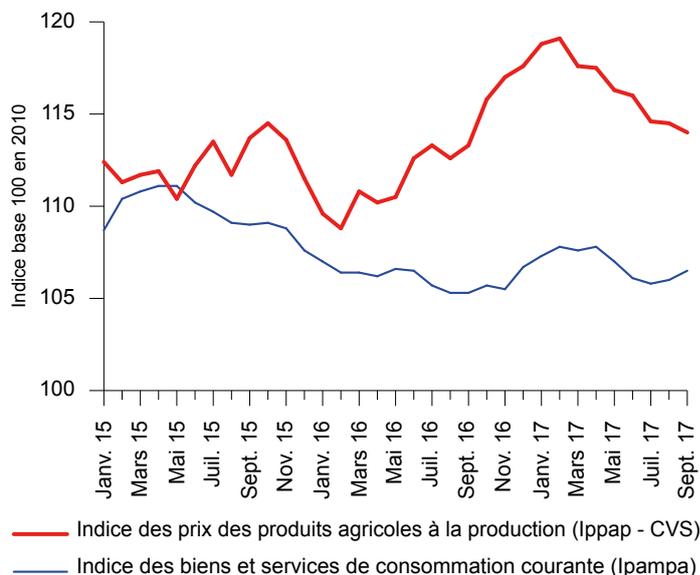
En août 2017, pour la première fois depuis le début de l'année, la collecte française de lait de vache s'accroît légèrement par rapport à août 2016 (*Infos rapides Lait*, octobre 2017) et la reprise concerne tous les grands bassins de production. Depuis juin 2017, la collecte de lait repart à la hausse sur un an, en Europe et dans le monde, dans un contexte de fermeté des prix du lait à la production et de demande chinoise dynamique. La reprise a cependant été plus lente en France, en raison notamment de la réduction du cheptel laitier et d'un manque de fourrages, mais la collecte s'est rapprochée durant l'été de son niveau de 2016 pour le dépasser depuis quelques semaines. Alors que le coût des aliments a été quasiment stable au 1er semestre 2017, les prix français du lait de vache se sont fortement redressés en juillet, sous l'effet de l'amélioration générale des marchés et des prix du beurre qui battent des records compte tenu d'une demande en forte hausse. En revanche, ceux de la poudre de lait écrémé pâtissent toujours de stocks européens très importants et d'une demande atone (*En France et en Europe, une reprise progressive de la collecte de lait au cours du premier semestre 2017, stimulé par le redressement des prix du lait*, *Lait*, n° 2017/316, octobre 2017). Avec une offre limitée et une demande mondiale soutenue en produits laitiers, les prix à la production du lait se maintiennent en nette hausse sur un an en septembre 2017.

En septembre 2017, les prix de l'ensemble des produits agricoles à la production marquent une nouvelle fois le pas depuis mars 2017 par rapport au mois précédent, pénalisés par le recul des cours des grandes cultures, des vins sans appellation et des porcins. Sur un an, les prix décélèrent également par rapport à un contexte 2016 haussier depuis la mi-2016 (+ 0,6 %). Parallèlement, les prix d'achat des intrants, bien que quasiment stables par rapport au mois précédent, montrent des signes de reprise depuis quelques mois sur un an (+ 1,1 %), en lien principalement avec le renchérissement du coût de l'énergie.

Pour le quatrième trimestre consécutif, l'activité des IAA (hors tabac) a légèrement progressé en volume au 2^e trimestre 2017 tout en se stabilisant sur un an, la croissance des fabrications de boissons ayant été compensée par le recul des produits alimentaires. Grâce essentiellement aux exportations de boissons, toujours dynamiques vers les pays tiers, l'excédent commercial s'est accru pour le 2^e trimestre consécutif, atteignant son niveau le plus haut depuis 2014. Avec des prix en hausse sur un an, la croissance du chiffre d'affaires du secteur s'est accélérée (*Au 2^e trimestre 2017, la production en volume des IAA reste stable sur un an, malgré la forte croissance du secteur des boissons, IAA, n° 2017/315 octobre 2017*). Après s'être contracté sur un an, en juillet, sous l'effet d'une hausse des importations en provenance de l'UE, l'excédent des échanges de produits transformés progresse en août 2017, grâce aux échanges avec les pays tiers, notamment de vins et de produits laitiers. Déficitaire depuis mars 2017, le solde des produits agricoles bruts

redevient positif en août, grâce à la reprise des ventes de céréales. Au total, l'excédent renoue avec la hausse sur un an pour la première fois depuis décembre 2015 (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, octobre 2017*).

En septembre 2017, la baisse des cours des produits agricoles à la production se poursuit tandis que les prix d'achat des moyens de production agricole se redressent légèrement



Sources : Insee, Agreste



Légumes d'été : des récoltes précoces mais fragilisées par les aléas climatiques et par le chevauchement des productions

Caractérisée par la précocité des calendriers de production grâce à une météo clémente et un bon ensoleillement au moment de la mise en place des cultures, la campagne 2017 des légumes d'été s'est rapidement heurtée au télescopage des productions de plusieurs bassins ainsi qu'aux aléas climatiques, perturbant la qualité et la quantité des récoltes. Amplitudes thermiques élevées, gel en avril, coups de chaleur successifs et retour de la fraîcheur à la fin de l'été ont limité les rendements. Malgré des productions souvent réduites (sauf melon et concombre) et une concurrence extérieure, notamment espagnole, parfois moins vive, les prix à la production ont reculé pour l'ensemble des légumes, à l'exception de la fraise et de la laitue. La demande a en effet souffert de l'arrivée concomitante sur les étals de produits concurrents ainsi que d'un recul global en 2017 des achats de fruits et légumes (excepté pour le melon et la pêche) par les ménages. Contrairement à 2016, les chiffres d'affaires des légumes d'été ont globalement reculé sur la campagne.

Définition des légumes d'été

Les légumes d'été correspondent aux productions de frais, pour lesquelles la majeure partie des volumes est récoltée au printemps et en été. Le concombre, la courgette, le melon, la tomate, la fraise, la chicorée et les laitues sont concernés. Ces deux dernières sont également cultivées en période hivernale. La distinction entre leurs périodes de production est possible car les assolements sont traditionnellement remaniés entre la fin de l'été et le début de l'automne.

Après un printemps 2016, marqué par l'abondance des pluies et le manque d'ensoleillement, la mise en place des cultures pour la campagne 2017 s'est réalisée dans de bonnes conditions, favorables à la précocité des récoltes. Les résultats escomptés en début de campagne en termes de production n'ont toutefois pas toujours été au rendez-vous en raison des amplitudes thermiques et de la sécheresse perturbant les rendements. Les productions de courgette et tomate ont baissé sur un an et en moyenne

sur cinq ans tandis que celles de concombre et melon s'accroissaient, avec pour le melon confronté à de gros excédents, une commercialisation particulièrement difficile. Les récoltes de fraise et de chicorée ont, elles, reculé sur un an tout en se maintenant légèrement au-dessus des cours moyens 2012-2016. Quant à la production de laitue, sa croissance sur un an s'est accompagnée d'une forte baisse par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Températures clémentes pour la mise en place des cultures mais production fragilisée par les fortes amplitudes thermiques et le déficit hydrique

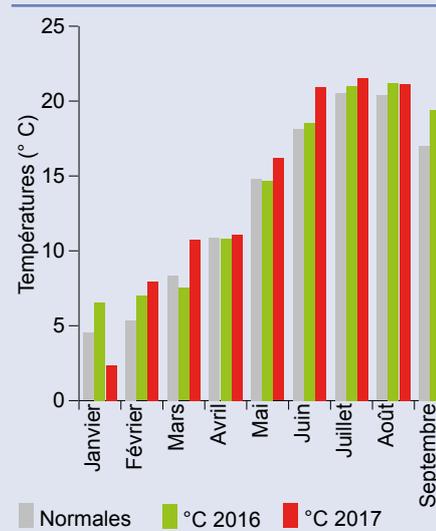
Dans le prolongement d'une fin d'hiver caractérisée par une grande douceur des températures, le printemps 2017 a été clément, accompagné, contrairement à 2016, d'un bon ensoleillement. Quelques épisodes de gel ont toutefois été enregistrés fin avril. Mai et juin ont connu des pics de chaleur. Les conditions estivales se sont ensuite installées durant le mois de juillet et août, avec une alternance d'épisodes de canicule (Centre et Est) et de journées plus fraîches notamment dans l'Ouest de la France. Le mois de septembre a été marqué par une

certaine fraîcheur des températures au cours des quinze premiers jours (*graphique 1*).

En revanche, 2017 a pâti d'une pluviosité déficitaire, inférieure aux normales de saison tout au long des huit premiers mois, à l'exception de février et mars (*graphique 2*). Le déficit hydrique a même battu des records, notamment en avril, inférieur de 50 % aux normales. Les précipitations ont été en deçà des normales jusqu'à la fin août, à l'exception des régions du Nord et du Centre-Est.

Graphique 1

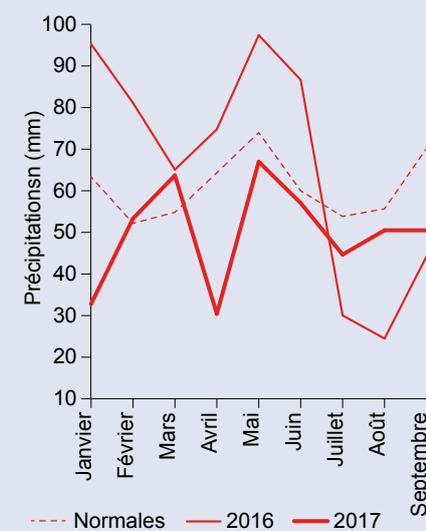
À l'exception de janvier et septembre, des températures en moyenne plus élevées que les normales



Source : Météo France

Graphique 2

Précipitations déficitaires tout au long de l'année à l'exception du mois de mars



Source : Météo France

Concombre : une campagne marquée par la hausse de la production et la chute des cours

Avec 129 900 tonnes, la production de concombre sur la campagne 2017 (janvier à novembre) serait en hausse de 3 % sur un an et de 5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes dans un contexte de légère augmentation des surfaces (à 576 ha). Le concombre est

cultivé sous serre à 90 % dont les trois quarts en serre chauffée. La récolte printanière a été en nette progression en mai et en juin sur un an puis a ralenti au cours de l'été en raison des difficultés de commercialisation. Seule la production du Centre-Ouest, premier bassin de production, a continué de croître à un rythme soutenu, en lien avec la hausse des surfaces.

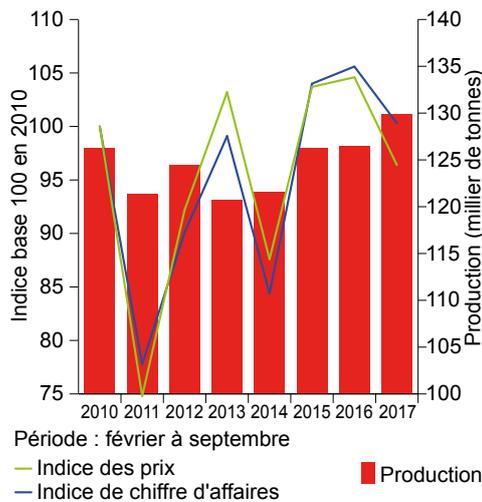
En cumul de janvier à août 2017, les importations se sont élevées à 49 700 tonnes, en léger repli sur un an et par rapport à la moyenne 2012-2016 (- 2 %). Les importations espagnoles, très présentes entre janvier et avril et qui représentent près de 60 % du total importé par la France, ont diminué de 11 % sur un an. Portant sur des volumes plus limités (11 600 t), les exportations sont restées stables sur la même période. Au total, le déficit des échanges s'est réduit sur un an (- 2 %) et par rapport à la moyenne 2012-2016 (- 7 %).

En tout début de campagne, les volumes nationaux de concombre encore modestes à cette période et une concurrence espagnole moins vive que lors des campagnes précédentes ont contribué à la fermeté des prix. En mars 2017, avec l'afflux progressif de marchandise, en nette hausse par rapport à 2016, les prix à la production se sont orientés à la baisse, tout en restant au-dessus de la moyenne 2012-2016. À partir d'avril, le recul des prix du concombre s'est accéléré avec la montée en puissance de la production et le ralentissement de la demande intervenu en milieu du mois en raison de températures plus fraîches. Le légume a été déclaré en crise conjoncturelle du 20 avril au 11 mai par le Réseau des nouvelles des marchés (RNM). En juin, la météo estivale a relancé la consommation et les prix se sont raffermis pour se situer 9 % au-dessus de ceux de juin 2016. À partir de juillet, l'offre est devenue plus difficile à écouler, face à une demande insuffisante et les exportations n'ont pas permis d'assainir suffisamment le marché. Malgré les dons et les destructions pour réduire les apports ainsi que les opérations promotionnelles, les cours ont chuté. Le concombre a été à nouveau déclaré en crise conjoncturelle du 8 août au 4 septembre. Sur les neuf premiers mois de campagne, les prix à la production se sont contractés de 9 % sur un an.

La hausse de la production n'ayant pu compenser le recul des prix, le chiffre d'affaires de janvier à septembre du concombre diminuerait de 5 % sur un an mais resterait supérieur de 4 % à la moyenne 2012-2016 (*graphique 3*).

Graphique 3

En 2017, une récolte abondante pour le concombre mais des prix en repli



Source : Agreste

Courgette : une campagne difficile pénalisée par la baisse des récoltes

Sur la campagne 2017 (avril à novembre), la production de courgette destinée au frais (108 300 tonnes) a diminué de 8 %, en lien avec la baisse des surfaces, et de 5 % par rapport à la moyenne 2012-2016. Précocité, sauf en Languedoc-Roussillon, la récolte a toutefois été freinée jusqu'en mai par les gelées matinales, notamment dans le Sud-Ouest, et s'est établie en tout début de campagne à des niveaux inférieurs à ceux de 2016. En juin et juillet, les épisodes de chaleur ont contribué à accélérer les récoltes, en hausse de 2 % par rapport à 2016 pour les sept premiers mois de la campagne. Par la suite, les récoltes de courgettes se sont établies en deçà de celles de 2016, pâtissant, en août et surtout en septembre, du retour des températures fraîches.

Outre les aléas climatiques, la baisse de production reflète également l'érosion constante des surfaces sous serre (419 ha), celles de plein air (2 291 ha, soit 84 % du total cultivé) n'ayant que légèrement reculé. Cet effritement serait imputable à la situation dans le bassin Sud-Ouest : arrachages sanitaires contraints, cessations d'activité, difficultés commerciales rencontrées par certains agriculteurs courant

août à la suite de la faiblesse des cours de juin et juillet les incitant à ne pas replanter pour la fin de saison. Ce bassin représente 11 % de la production nationale, derrière le Sud-Est (56 %).

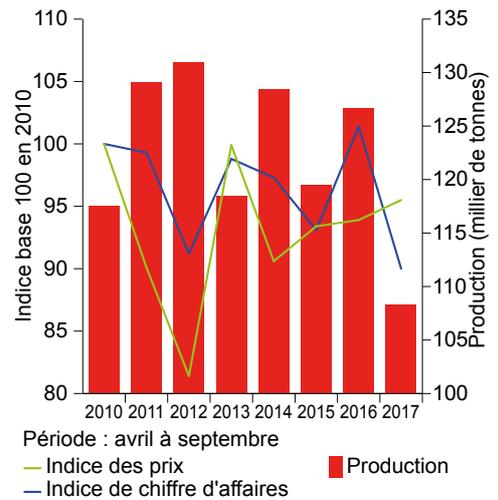
Malgré l'arrivée massive de la courgette sur les étals dès le mois de mai, favorisée par les coups de chaleur, les cours à la production se sont maintenus proches, voire légèrement au-dessus de la moyenne 2012-2016 grâce au stockage. En juin et surtout juillet, avec une offre toujours conséquente, les cours se sont nettement infléchis, inférieurs de 8 % en juillet à la moyenne 2012-2016 et de 19 % à 2016. Avec une offre nationale en retrait en août, les prix ont regagné en fermeté. En septembre, la rareté de la marchandise liée à la météo et au retard de la production espagnole a provoqué une flambée exceptionnelle des cours qui se sont établis 90 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes. Sur les sept premiers mois de l'année 2017, la commercialisation de la courgette s'est inscrite dans un contexte de réduction assez nette des achats de courgettes par les ménages pour leur consommation à domicile (- 8 %), selon le panel Kantar.

Sur la période d'avril à août 2017, les importations de courgettes (42 900 tonnes) ont diminué de 9 % sur un an et les exportations (5 500 tonnes) de 13 %. La courgette espagnole est surtout présente jusqu'en mai. En mars et avril 2017, les arrivages espagnols ont été moins importants qu'en 2016, mais équivalents en mai 2017, concurrençant la production nationale en avance cette année. Sur la période d'avril à août 2017, le déficit des échanges s'est réduit sur un an de 9 % dont - 11 % avec l'Espagne.

Malgré une hausse des prix moyens sous l'effet de la flambée des cours de septembre, le chiffre d'affaires de la courgette destinée au marché du frais (en excluant toute marchandise partie vers la transformation) diminuerait de 11 % sur un an et de 7 % par rapport à la période 2012-2016 (graphique 4) sur la période d'avril à septembre, pénalisé par le repli de la production.

Graphique 4

En 2017, le chiffre d'affaires de la courgette a pâti de la baisse des cours



Source : Agreste

Melon : la production abondante et la concurrence ont nettement pesé sur les cours

Lors de la campagne 2017 (mai à septembre), la production de melon (280 100 tonnes) a progressé de 12 % sur un an et de 7 % par rapport à la moyenne 2012-2016 sur des surfaces (13 600 ha) en légère hausse et principalement réalisées en plein air. Les régions du Sud-Est réalisent toutefois une partie de leur production sous serre (10 % des surfaces). Avec le Centre-Ouest et le Sud-Ouest, elles se partagent respectivement 42, 32 et 26 % de la production nationale.

La campagne de production a démarré tôt, bénéficiant de conditions d'ensoleillement et de températures élevées, favorables à la maturation et à la qualité. La précocité de la production en Val-de-Loire et dans le Sud-Ouest a provoqué le télescopage des récoltes tandis que la concurrence étrangère marocaine puis espagnole, toujours très présente sur les marchés à cette période se renforçait. En juin, la chaleur estivale a accéléré le mûrissement des melons dans tous les bassins de production, avançant le pic de production nationale à la mi-juillet et entraînant un nouveau chevauchement des offres. L'offre excédentaire ne pouvant être absorbée, le cours à la production

du melon a chuté et le légume a été déclaré en crise conjoncturelle du 29 juin au 10 août. En juillet, les cours se sont établis 37 % en deçà des cours moyens 2012-2016 pour se ressaisir en août (+ 11 %), la fraîcheur ayant quelque peu ralenti la production tandis que la demande se ravivait en fin de mois avec le retour de la chaleur. En septembre, sous l'effet d'une baisse de la demande et de stocks importants, les prix se sont à nouveau tassés, s'établissant 4 % au-dessous de la moyenne des cinq dernières campagnes. Le melon a renoué avec sa deuxième crise conjoncturelle durant la deuxième quinzaine du mois. Sur les sept premiers mois de 2017, la consommation des ménages a toutefois été au rendez-vous (+ 8 % sur un an) selon le panel Kantar.

Sur la période s'étendant de mai à août 2017, les importations de melons (131 900 tonnes) ont augmenté de 11 % sur un an. Les arrivages en provenance d'Espagne (100 200 tonnes), saisonnièrement très présents en juin sur les étals, sont restés quasiment stables sur un an. En revanche, les importations en provenance du Maroc ont été importantes, doublant sur un an (25 900 tonnes dont 23 100 tonnes pour le seul mois de mai) et progressant de 18 % par rapport à la moyenne 2012-2016. Malgré une hausse des exportations (+ 11 %,

à 30 000 tonnes), le déficit des échanges s'est creusé entre mai et août 2017 : + 11 % sur un an et + 6 % par rapport à la moyenne 2012-2016.

En dépit d'une campagne difficile, le chiffre d'affaires du melon augmenterait de 3 % par rapport à 2016 et de 5 % par rapport à la moyenne 2012-2016 (graphique 5).

Tomate : une production en repli et une commercialisation difficile sous l'effet d'une demande insuffisante

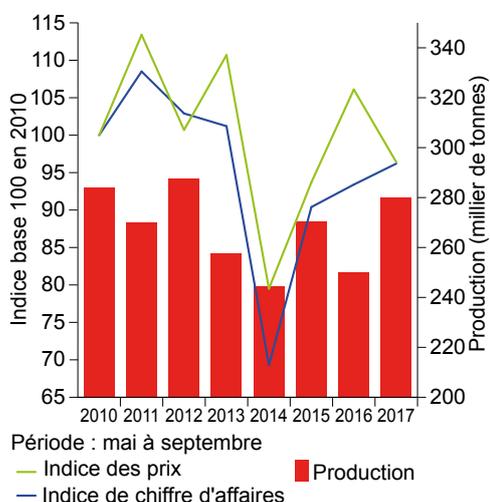
La production de tomate destinée au marché du frais de la campagne 2017 (février - décembre) (576 400 tonnes) se replierait de 8 % par rapport à la campagne précédente pour des surfaces stables, mais seulement de 1 % par rapport à la moyenne 2012-2016. Les surfaces sous serre dédiées à la culture de la tomate en frais représentent 84 % des surfaces nationales et 97 % de la récolte nationale. Elles resteraient stables en 2017 tandis que celles de plein air continuent de se replier (- 1 %). Ce mode de culture sous abri prédomine en Bretagne depuis quelques années et permet au bassin Ouest de fournir quasiment la moitié de la récolte nationale.

La production reculerait nettement en Bretagne sur un an. Ce repli résulterait d'une modification de la segmentation des cultures, favorisant les variétés de petit calibre, susceptibles d'être mieux valorisées mais dont les rendements à l'hectare sont moindres que ceux des variétés de calibre supérieur. La production se replierait également sur un an dans le Centre-Ouest, le Sud-Ouest mais se maintiendrait dans le Sud-Est qui concentre 30 % de la récolte de tomate en frais. Tout au long des huit premiers mois de la campagne, la récolte nationale a été en baisse sur un an, principalement en raison du bassin Ouest. En juin et juillet, mois de pics de production, les productions ont été mieux orientées dans les autres régions, en raison de températures plus élevées que celles de 2016 à la même période. Enfin, en août, la production du bassin du Sud-Ouest et les rendements en PACA ont été partiellement pénalisés par les épisodes de chaleur.

De février à août 2017, les importations de tomates se sont établies à 301 500 tonnes, en repli de 2 % sur un an. Avec 166 300 tonnes, dont 81 % concentrées entre février et avril, les importations en provenance du Maroc, notre principal fournisseur, ont augmenté de 7 % sur un an. Les importations issues d'Espagne (67 500 tonnes) ont en revanche reculé de 13 %. De leur côté, les exportations (132 800 tonnes) se sont contractées de 4 % sur un an. À la fois le légume le plus importé et le plus exporté en France, la tomate afficherait une réduction de son déficit des échanges sur la période de février à août 2017 : - 1 % sur un an et - 9 % par rapport à la moyenne 2012-2016.

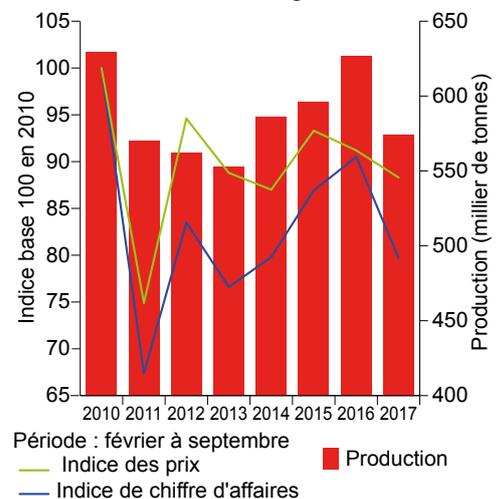
En début de campagne, les prix à la production se sont établis nettement au-dessus de ceux de 2016 et de la moyenne des cinq dernières campagnes. Avec une offre de plus en plus massive sur les étals, les cours, en baisse saisonnière, ont fini par s'inscrire en dessous de la moyenne 2012-2016, faute de demande. En juin, les conditions estivales ont stimulé la consommation et les prix ont gagné en fermeté face à une offre nationale plus restreinte qu'en 2016 et au repli saisonnier des importations. En juillet et jusqu'à début août, l'offre a été difficile à écouler, face à une demande insuffisante, en raison de la concurrence des jardins familiaux,

Graphique 5
Malgré la chute des cours, le chiffre d'affaires du melon augmente en 2017 par rapport à 2016



Source : Agreste

Graphique 6
En 2017, baisse des cours et de la production pour la tomate en frais de celle des autres légumes d'été et



Source : Agreste

de la montée en puissance de tous les bassins de production. Les cours ont alors chuté (- 31 % par rapport à juillet 2016 et - 15 % par rapport à la moyenne 2012-2016). Ils se sont ressaisis en août, sous l'effet d'une offre plus réduite sur les marchés, se rapprochant de la moyenne des cinq dernières années tout en se situant 22 % en dessous des prix d'août 2016. Les prix ont continué de se raffermir en septembre, inférieurs toutefois de 4 % à la moyenne des cinq dernières campagnes. Sur les sept premiers mois de l'année, les achats des ménages se sont réduits de 3 % en volume par rapport à 2016.

Avec une production et des prix en repli, le chiffre d'affaires de la tomate en frais diminuerait de 12 % sur un an et de 5 % par rapport à la moyenne 2012-2016 (graphique 6).

Fraise : une production 2017 fragilisée par les amplitudes thermiques du printemps et de l'été

Pour la campagne 2017 (mars à juillet), la production de fraise destinée au marché du frais (58 000 tonnes) a reculé de 3 % sur un an tout en progressant de 2 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes sur des surfaces en léger repli (- 1 % sur un an). Quoique modeste, la hausse des surfaces sous serre, amorcée depuis plusieurs années, s'est poursuivie sur un an (+ 1 %), tandis que les surfaces de plein air fléchissaient (- 3 %). Les amplitudes thermiques dues au gel de fin avril et aux épisodes de canicule de mai et juin ont fortement pénalisé la qualité et la quantité des fruits, conduisant à réviser à la baisse les récoltes par rapport aux premières estimations de début de campagne. La pression sanitaire a été ressentie plus fortement dans plusieurs bassins de production. Les volumes récoltés ont été en retrait par rapport à 2016 tout au long de la campagne et notamment au moment des traditionnels pics de production (mi-mai et mi-juillet).

De mars à juillet 2017, les exportations (8 100 tonnes) sont restées stables sur un an tandis que les importations (56 900 tonnes) reculaient de 9 %. Les importations en provenance d'Espagne

se sont fortement repliées sur un an, en raison des difficultés climatiques dans ce pays au cours de l'hiver 2016 et du printemps 2017 (basses températures). L'Espagne demeure toutefois notre premier fournisseur de fraises, avec 46 000 tonnes de fruits arrivés sur les étals entre mars et août 2017, avec un pic d'entrées sur la période de mars à mai. Dans ce contexte, le déficit français des échanges s'est nettement réduit : - 10 % par rapport à 2016 et - 18 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années sur cette même période.

Malgré une offre limitée, la campagne a débuté en mars avec des prix à la production situés en dessous de la moyenne 2012-2016, la demande étant encore peu présente. Selon le Kantar Worldpanel, la consommation de fraises par les ménages a reculé de 10 % par rapport à l'année précédente et 11 % par rapport à la moyenne 2012-2016 entre le 26 décembre 2016 et le 6 août 2017. En mars, la fraise ronde, arrivée en avance sur les étals, a même été déclarée en crise conjoncturelle par le RNM. D'avril à mai, le produit a subi le tassement saisonnier des cours à l'approche du pic de production. En juin, alors que se terminait la récolte printanière avec un peu d'avance cette année, la météo estivale a soutenu la demande pour ce

produit très météo-sensible, en dépit de la concurrence des autres fruit d'été déjà présents sur les marchés. Sur fond de concurrence espagnole moins vive, les prix des fraises sur la campagne ont été supérieurs de 4 % à ceux de la campagne 2016 et de la moyenne 2012-2016.

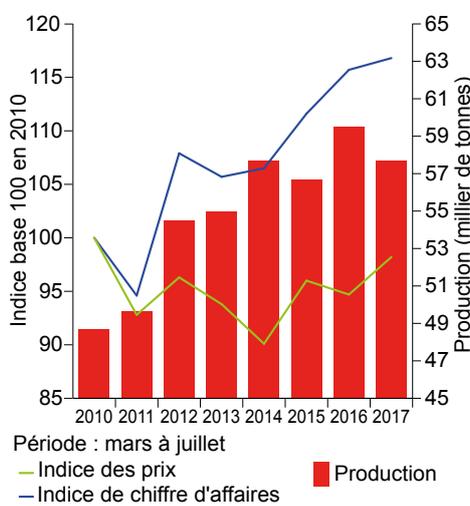
Avec des récoltes en repli et des prix en hausse, le chiffre d'affaires de la fraise a très légèrement augmenté sur un an (+ 0,9 %) et plus fortement par rapport à la moyenne 2012-2016 (+ 7 %) (graphique 7).

Chicorée d'été : campagne fortement fragilisée selon les régions par les températures estivales

Pour la campagne d'été qui s'étend de mai à septembre, la production de chicorée d'été (44 millions de têtes), réalisée à plus de 75 % dans les bassins du Nord, de l'Ouest et du Centre-Ouest, fléchissait de 4 % par rapport à la campagne d'été 2016-2017, en lien avec la baisse des surfaces, tout en progressant de 2 % par rapport à la moyenne 2012-2016. Les superficies en chicorée d'été de la campagne 2017 (900 ha) ont diminué de 3 %. Les surfaces de chicorée frisée, qui représentent 53 % du total, resteraient stables tandis que celles de scarole se replieraient de 7 %. Si les surfaces demeurent étales en Normandie, elles reculent dans les Pays de la Loire, à la suite de cessations d'activité ainsi que dans les Hauts-de-France.

La contraction des récoltes traduit également l'impact des températures caniculaires de l'été 2017 et du stress hydrique sur les cultures, observé notamment dans les Pays de la Loire à l'origine d'une chute de plus de 30 % sur un an de la récolte entre juin et août 2017 dans cette région. En dehors du bassin Centre-Ouest, la campagne s'est déroulée dans de meilleures conditions et la récolte de chicorée d'été augmenterait légèrement (+ 1 %). À l'exception du mois de mai, les récoltes mensuelles nationales ont été inférieures sur un an à celles de 2016 jusqu'en août 2017.

Graphique 7
En 2017, la hausse des prix de la fraise compense le recul de la production



Source : Agreste

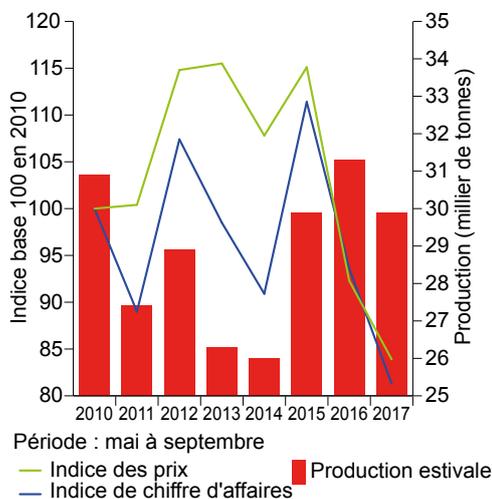
En revanche, la récolte de septembre a été quasiment équivalente à celle de septembre 2016.

En mai, malgré une récolte abondante, servie par une météo favorable, les prix à la production de la chicorée d'été ont augmenté de 10 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes et de 13 % par rapport à mai 2016. Cette bonne tenue est toutefois très éloignée des niveaux particulièrement élevés atteints cet hiver en raison du froid et du gel qui ont endommagé les cultures légumières, en France et plus généralement dans les pays d'Europe du Sud, contribuant au déséquilibre du marché européen et à une envolée des prix en février. En juin 2017, les prix se sont ensuite tassés de 6 % en dessous de la moyenne 2012-2016 avant de regagner en fermeté à partir du mois de juillet. De juillet à septembre, les prix de la chicorée sont restés étales, supérieurs toutefois de 3 % en moyenne à la période 2012-2016.

De mai à août 2017, les importations de chicorées (8 200 tonnes) sont restées stables par rapport à la campagne 2016 de même que la part des chicorées espagnoles. Avec des exportations (3 300 tonnes) en diminution de 9 %, le déficit des échanges s'est creusé de 8 % entre

Graphique 8

En 2017, le chiffre d'affaires de la chicorée d'été atteindrait son plus bas niveau depuis 2010



Source : Agreste

les deux campagnes et de 15 % par rapport à la moyenne 2012-2016.

Avec un recul de 4 % de la production mesurée en tonnages (le poids moyen des chicorées est resté stable entre les deux campagnes) et une baisse des prix moyens de 9 % résultant principalement du décrochage des prix en juin 2017, le chiffre d'affaires de la chicorée d'été se replierait de 13 % sur un an et de 19 % par rapport à la moyenne quinquennale de mai à septembre (graphique 8).

Laitue d'été : pour la deuxième année consécutive, une faible récolte favorisant la remontée des cours pendant l'été

La production de laitue d'été (255 millions de têtes) de la campagne 2017 (mai à septembre) serait en hausse de 5 % sur un an mais en retrait, pour la seconde année consécutive, de 25 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes. Les surfaces de laitues d'été de la campagne 2017 (4 350 ha) resteraient stables sur un an entre des surfaces de batavia en légère baisse et celles de laitues à couper (feuilles de chêne) et autres laitues pommées en progression modeste. Les surfaces en batavia, laitues à couper et autres laitues pommées représentent respectivement 43, 25 et 29 % du total, celles de romaine restant marginales.

Les récoltes de batavias et de laitues à couper progresseraient respectivement de 6 et 8 % sur un an. Un peu plus de la moitié de la récolte provient des bassins Nord, Centre-Ouest et Ouest. La hausse des récoltes y serait toutefois limitée à 1 %, avec même des replis de production pour les bassins Nord et Centre-Ouest. En revanche, la production serait très dynamique dans les bassins du Sud, portée par celle de Rhône-Alpes en mai et juin. La culture de la laitue d'été, qui a débuté sous des conditions météorologiques plus favorables que celles de la campagne précédente, a toutefois souffert des épisodes caniculaires survenus dans la plupart des régions et amplifiés par les conditions sèches dans les régions du Nord.

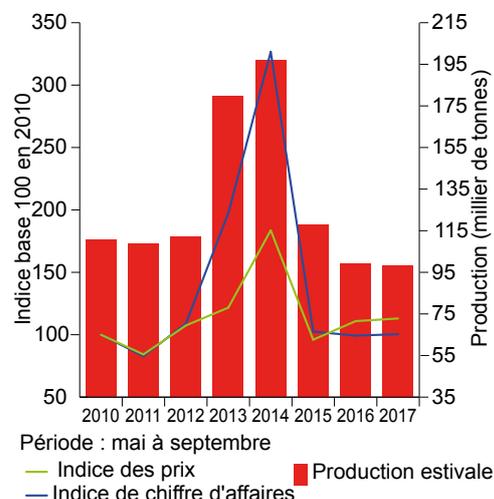
Dans le prolongement d'une fin de campagne précédente caractérisée par un tassement des prix de la laitue, les cours de la laitue ont démarré la campagne 2017 en dessous des cours de 2016 et de la moyenne des cinq dernières campagnes dans un contexte où l'offre, favorisée par la météo, s'accélérait. À partir de juillet, les prix se sont ressaisis jusqu'à devenir en août supérieurs de 17 % à ceux d'août 2016 et de 14 % aux cours moyens 2012-2016, la récolte de laitues ayant été fragilisée par la météo. En septembre, les prix ont décéléré avec la reprise de la production dans le Sud-Est, se maintenant cependant toujours au-dessus des cours de septembre 2016 (+ 8 %) et de la moyenne 2012-2016 (+ 2 %).

En cumul de mai 2017 à août 2017, les importations de laitues (21 830 tonnes) se sont repliées de 9 % sur un an tandis que les exportations (3 500 tonnes) augmentaient de 13 %. En conséquence, le déficit des échanges s'est réduit de 12 % par rapport à 2016 et de 9 % par rapport à la moyenne 2012-2016.

Avec des prix en hausse de 2 % et une légère baisse de la production mesurée en tonnages, liée à la diminution du poids moyen des laitues pour la campagne 2017 par rapport à 2016, le chiffre d'affaires de la laitue d'été s'accroîtrait légèrement sur un an (+ 1 %) (graphique 9).

Graphique 9

Le chiffre d'affaires de la laitue d'été progresserait peu en 2017



Source : Agreste

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Relevés de températures et de précipitations : Météo-France
- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumes : Agreste
- Données historiques sur la production : statistique annuelle agricole : Agreste
- Indice des prix à la production des fruits et légumes frais : Agreste, Réseau des nouvelles des marchés (RNM)
- Indice de chiffre d'affaires : Agreste
- Données du commerce extérieur : DGDDI

Définitions

- Les normales saisonnières sont les moyennes sur la période 1981-2010 des hauteurs de précipitations et des températures moyennes mensuelles.
- Les moyennes de surface et de production 2012-2016 sont calculées à partir des données de la Statistique annuelle agricole
- Indice de chiffre d'affaires : chiffre d'affaires cumulé depuis le 1^{er} mois de campagne jusqu'au dernier mois de campagne ou mois disponible au moment de la rédaction de la synthèse
- Indice de prix moyen : prix moyen à la production sur la période allant du 1^{er} mois de campagne jusqu'au dernier mois de campagne ou mois disponible au moment de la rédaction de la synthèse. Il est calculé à partir de l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap).
- Solde des échanges extérieurs = Exportations - Importations
- Le Réseau des nouvelles des marchés considère un produit en crise conjoncturelle lorsque le prix est anormalement bas (baisse d'au moins 15 % pour le melon, 20 % pour la fraise et la tomate, 25 % pour les autres légumes par rapport aux cinq dernières campagnes) pendant deux à cinq jours ouvrés consécutifs.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Légumes » pour les publications Agreste Conjoncture (Conjoncture - fruits pour la fraise : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/>)

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Infos rapides Légumes, octobre 2017
- « En 2016/2017, des récoltes de légumes d'hiver en recul, notamment sous l'effet de la météo, mais bénéficiant pour la plupart d'un redressement des prix » Synthèses légumes n° 2017/311, juillet 2017



Fruits d'été : en 2017, un marché difficile pour l'abricot et la cerise, plus équilibré pour la pêche

En 2017, la conjonction d'une offre européenne d'abricot importante, et d'un chevauchement entre les productions espagnoles, tardives, et françaises, précoces, conduit à une chute des prix de l'abricot français. A contrario, malgré une récolte européenne de pêches supérieure à celle des campagnes précédentes et des importations espagnoles substantielles, les cours de la pêche française se maintiennent au niveau de la moyenne 2012-2016, notamment grâce à une consommation soutenue par un été chaud. Les cours de la cerise se situent également dans la moyenne 2012-2016 mais se dégradent nettement sur un an. Le chiffre d'affaires de la cerise et surtout celui de l'abricot reculent au niveau national, alors qu'il ne baisse que légèrement pour la pêche.

En 2017, récoltes abondantes de fruits d'été dans l'Union européenne

Selon le MEDFEL (salon international d'affaires de la filière fruits et légumes de l'EuroMéditerranée), la production européenne d'abricots en 2017 dépasserait de 10 % la récolte moyenne des cinq dernières années et de 17 % celle de 2016 (tableau 1). Les principaux pays producteurs renoueraient avec un niveau de production élevé, après un repli marqué en 2016 consécutif à des conditions climatiques défavorables lors de la floraison (notamment gel). En Italie, premier producteur européen, la récolte progresserait de 20 % sur un an et de 11 % par rapport à la moyenne 2011-2015. Seule l'Espagne verrait sa production baisser de 17 % sur un an, tout en se situant 13 % au-dessus de la moyenne

2011-2015. La récolte espagnole, habituellement caractérisée par sa précocité, présente en 2017 un retard et un déficit de production dans la principale région productrice (Murcie), en raison d'une nouaison déficiente due à la pluie et au gel.

La récolte européenne de pêches et nectarines serait également en hausse, progressant de 12 % par rapport à celle de 2016 et de 6 % comparée à la moyenne 2011-2015 grâce à des conditions climatiques plus favorables en 2017 qu'en

Tableau 1
En 2017, la production européenne d'abricot est importante, sauf en Espagne
Unité : millier de tonnes

Abricot	2017	2016	2017/2016	Moyenne 2011-2015	2017/Moyenne 2011-2015
Italie	242	202	+ 20	218	+ 11
France*	157	113	+ 39	150	+ 5
Espagne	102	123	- 17	91	+ 13
Grèce	77	55	+ 41	49	+ 56
Union européenne	573	488	+ 17	519	+ 10

* Estimation du SSP à partir de la moyenne 2012-2016.
Source : MEDFEL (moyenne cinq ans 2011-2015)

2016 dans les différents bassins de production (*tableau 2*). La production espagnole, principal pays fournisseur de la France, augmenterait de 10 % sur un an, se situant 26 % au-dessus de la moyenne 2011-2015. La production italienne s'accroîtrait de 7 % sur un an. La production grecque rebondirait de 49 % sur un an, après une succession d'années déficitaires.

Des productions françaises précoces et en progression

En France, les productions de fruits d'été retrouveraient en 2017 des niveaux satisfaisants au regard des mauvaises récoltes de 2016. La récolte d'abricots progresserait sur un an (+ 39 %) pour s'établir 5 % au-dessus de la moyenne 2012-2016 dans un contexte de stabilité des surfaces des vergers sur un an et de léger recul par rapport à la moyenne 2012-2016. En Vallée du Rhône, la production serait particulièrement dynamique (+ 75 % sur un an et + 6 % par rapport au niveau moyen), grâce notamment à des conditions de floraison bien meilleures que celles de 2016 pénalisées par des gelées destructrices. Les gelées d'avril 2017 n'ont que très peu pénalisé les vergers de fruits à noyaux. Plus généralement, le printemps 2017, relativement chaud, a permis une avance du calendrier de production des différentes variétés d'abricots, à l'inverse de celui de la campagne précédente. Début juillet 2017, 75 % de la production annuelle en abricot étaient récoltés contre 57 % à la même époque en 2016 et 61 % en moyenne sur les cinq dernières campagnes.

Sur fond de tendance au déclin des superficies, la production française des vergers de pêches augmenterait de 4 % sur un an au niveau national mais reculerait de 5 % par rapport à la moyenne 2012-2016. En PACA, la hausse de la production serait même supérieure à la moyenne nationale (+ 8 % sur un an), conséquence d'une floraison abondante et de températures élevées.

La récolte française de cerises, démarrée précocement fin avril, est estimée en hausse de 6 % par rapport à 2016, qui figurait parmi les

Tableau 2

En 2017, des récoltes européennes de pêche en hausse

Unité : millier de tonnes

Pêche-nectarine (hors pavie)	2017	2016	2017/2016	Moyenne 2011-2015	2017/Moyenne 2011-2015
Italie	1 278	1 194	+ 7	1 417	- 10
Espagne	1 210	1 105	+ 10	962	+ 26
Grèce	390	262	+ 49	278	+ 40
France*	210	201	+ 4	221	- 5
Union européenne	3 088	2 762	+ 12	2 904	+ 6

* Estimation du SSP à partir de la moyenne 2012-2016.

Source : MEDFEL (moyenne cinq ans 2011-2015)

productions les plus faibles des dix dernières années, en léger retrait comparé à la moyenne 2012-2016 (- 3 %), dans un contexte de stabilité des surfaces des vergers sur un an et de léger recul par rapport à la moyenne 2012-2016 (- 2 %). Cette hausse nationale masque néanmoins une évolution contrastée selon les régions. En région PACA, la production baisse de 8 % sur un an et de 7 % par rapport à la moyenne 2012-2016, en raison de pertes consécutives au gel, aux intempéries et aux attaques de mouches drosophiles.

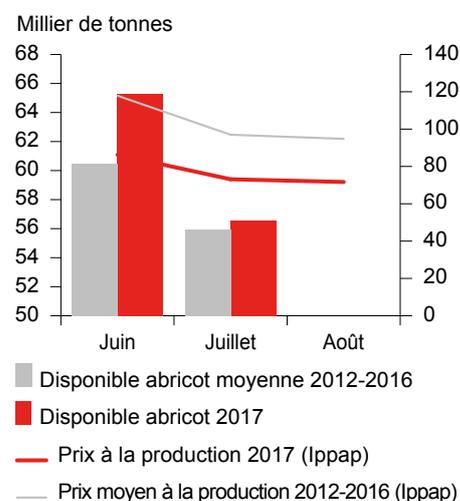
Cours dégradés pour la cerise et surtout l'abricot

En 2017, les cours à la production des fruits d'été mesurés par l'indice des prix agricoles à la production (Ippap) sont inférieurs à ceux de 2016. Sur la campagne 2017 (juin à août), les prix à la production de l'abricot sont inférieurs de 37 % à ceux de 2016 et de 28 % à la moyenne 2012-2016. L'afflux d'abricots sur les étals dès le mois de mai, en avance par rapport aux autres années, se heurte à la concurrence des importations espagnoles issues d'une récolte plus tardive et supérieures de 60 % à la moyenne 2012-2016, déséquilibrant d'emblée le marché. En juin, les importations espagnoles se réduisent sensiblement (- 20 % par rapport à la moyenne 2012-2016) mais les fortes températures de juin accélèrent le développement végétatif de l'abricot, entraînant un chevauchement variétal. Cet afflux simultané de nombreuses variétés engorge le marché. Malgré des ventes en « abricots confiture » en GMS, les stocks s'accumulent. En juin, le volume disponible à la vente sur le marché français (production

augmentée des importations et diminuée des exportations), reflet de la consommation apparente en fruits frais, est supérieur de 8 % à la moyenne 2012-2016 (*graphique 3*). En juillet et en août, les exportations sont en deçà de la moyenne 2012-2016 (respectivement - 4 % et - 24 %), notamment en raison de la mauvaise tenue des fruits. En définitive, sur l'ensemble de la campagne, la commercialisation de l'abricot pâtit d'une consommation en France insuffisante, d'une sous-maturité de certains lots et d'exportations qui, bien qu'en forte hausse (+ 28 % sur un an et + 1 % comparée à la moyenne 2012-2016), ne permettent pas de redynamiser le marché.

Graphique 3

Abricot : en début de campagne 2017, le disponible sur le marché français est supérieur au niveau moyen



Disponible : production + importations - exportations.

Sources : Agreste et DGDDI

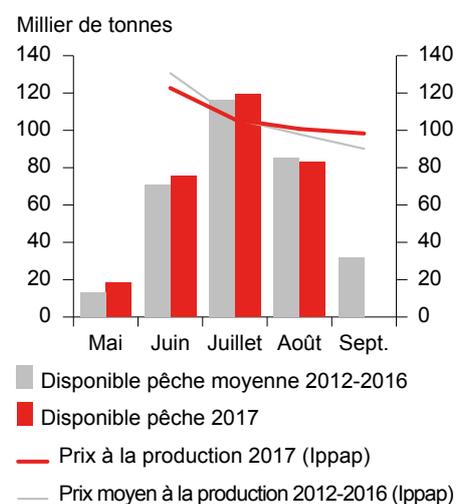
Sur l'ensemble de la campagne 2017 (mai à juillet), les prix à la production de la cerise sont en retrait de 16 % par rapport à ceux de la campagne précédente, mais proches de la moyenne 2012-2016 (+ 1 %). Grâce à une offre en variétés précoces réduite par des conditions pluvieuses défavorables, les cours sont plus soutenus en début de campagne qu'en fin de campagne plutôt marquée par une offre plus importante.

Cours dans la moyenne pour la pêche

Avec des cours moyens en baisse de 6 % sur un an mais dans la moyenne des cinq dernières années, la commercialisation de la pêche française (mai à septembre) est plus fluide que celle de l'abricot. Elle tranche avec celle des autres pays européens, notamment l'Espagne et l'Italie où les conditions de vente sont difficiles, avec une nette baisse des prix et des mesures de retrait opérées en Espagne, notamment en pêches plates. Après une progression de 30 % en volume en juin des importations en provenance d'Espagne, signe d'une consommation dynamique en France en début de saison, portée par un début d'été relativement chaud, les apports espagnols sont plus modestes à partir de juillet (+ 6 % par rapport à la moyenne 2012-2016). Selon le Kantar Worldpanel, les achats de pêche-nectarine par les ménages à leur domicile augmentent de 10 % jusqu'à la mi-juillet. La production espagnole, constituée au fil des ans par une part croissante de pêches plates, semble moins concurrentielle que complémentaire à la production française de pêches et nectarines qui se distingue par des produits de milieu et haut de gamme et par

un développement significatif de l'agriculture biologique (7 % des surfaces totales de pêches-nectarines, en progression de 10 % par an selon FranceAgriMer). À partir d'août 2017, malgré une diminution de la demande, les cours gagnent en fermeté, en lien avec la baisse des disponibilités (*graphique 4*). De mai à août 2017, les exportations françaises repartent à la hausse par rapport à 2016 (+12 %), se situant légèrement au-dessus de la moyenne 2012-2016 (+ 1 %).

Graphique 4
Pêche : en août, le disponible sur le marché français est inférieur à la moyenne des cinq dernières campagnes



Disponible : production + importations - exportations - non déterminé en septembre 2017.
Sources : Agreste et DGDDI

Le chiffre d'affaires 2017 de l'abricot en net retrait sur un an au niveau national

Au niveau national, malgré la hausse de la production, le chiffre d'affaires

2017 de l'abricot chuterait de 12 % sur un an et de 23 % comparé à la moyenne 2012-2016, la forte baisse des cours n'étant que partiellement compensée par la hausse de la production. Dans tous les bassins de production, le chiffre d'affaires est aussi estimé en retrait sur un an, sauf en Vallée du Rhône où il progresse de 5 %, après une production déficitaire en 2016, tout en demeurant au-dessous de la moyenne 2012-2016 (- 26 %).

Le chiffre d'affaires national de la pêche se contracte légèrement sur un an de 2 % et de 4 % comparé à la moyenne 2012-2016. Cette diminution est directement liée à la baisse des surfaces depuis 2012 (recul annuel moyen de 4 %). Ramené à l'hectare, le chiffre d'affaires se situe 6 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières campagnes. La situation régionale est contrastée selon les rendements et les cours. En Vallée du Rhône, le chiffre d'affaires par hectare est inférieur de 2 % à la moyenne 2012-2016 (- 2 % pour les prix). En revanche, en Languedoc et en Roussillon, il progresse de 4 % (+ 3 % pour les prix) et de 13 % en PACA (- 2 % pour les prix mais + 16 % pour les rendements).

Quant à la cerise, son chiffre d'affaires se replie de 9 % sur un an au niveau national, tout en se situant dans la moyenne 2012-2016. Cette évolution globale masque cependant des différences importantes entre régions. En PACA, le chiffre d'affaires est en baisse de 24 % sur un an et de 8 % au montant moyen 2012-2016, en raison d'une production en nette baisse sur un an (- 8 %).

Sources, définitions et méthodes

Sources

- MEDFEL : salon international de la filière fruits et légumes de l'EuroMéditerranée, qui se tient chaque année début mai et qui diffuse notamment des prévisions de production de pêches et d'abricots des principaux pays européens (www.medfel.com)
- Enquête de conjoncture fruitière, Agreste, SSP : prévisions de productions et surfaces
- Statistique agricole annuelle, Agreste, SSP : données historiques de productions et de surfaces
- DGDDI : données de commerce extérieur

Définitions

- Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production qui mesure l'évolution des cours français à la production.
- Le chiffre d'affaires est mesuré par l'indice de chiffre d'affaires. Il est élaboré par bassin de production ainsi qu'au niveau national du premier mois jusqu'au dernier mois de campagne à partir de l'Ippap et des calendriers de production SSP.
- Disponible : production + importations - exportations
- Nouaison : stade en arboriculture de formation des fruits, qui survient juste après la floraison

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Fruits » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « En août, un marché de la pêche relativement équilibré », Infos rapides Fruits-Pêche n° 2017-130, septembre 2017
- « Une production d'abricots en hausse par rapport à la moyenne quinquennale, mais des prix très en retrait », Infos rapides Fruits-Abricot n° 2017-114, août 2017
- « En juin, les cours de la cerise s'effritent » Infos rapides Fruits-Cerise n° 2017-100, juillet 2017



Après une nette dégradation en 2016, le marché des œufs de consommation s'améliorerait au premier semestre 2017

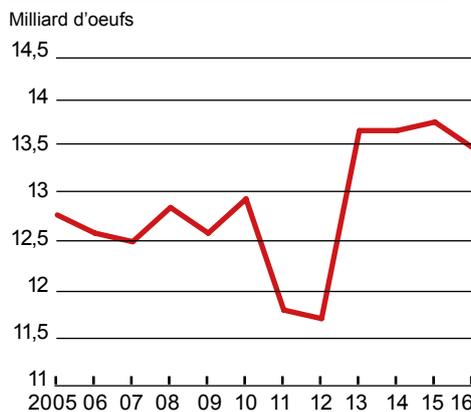
En 2016, la production française d'œufs de consommation recule légèrement (- 2,3 % sur un an). Le solde des échanges extérieurs se dégrade, avec un déficit croissant en volume et un excédent en valeur très réduit. La situation est toutefois contrastée selon les types de produits : le déficit des œufs en coquille se creuse en volume tandis que le solde des ovoproduits alimentaires redevient positif. Malgré un léger rebond de la consommation des ménages à domicile, les prix à la production reculent en 2016 (- 3 %) sous la pression d'une production européenne importante. En 2017, la production augmente sur les six premiers mois et les prix repassent au-dessus de 2016, grâce à une meilleure tenue des cours depuis la fin 2016.

Après trois années de relative stabilité, la production intensive (*encadré sources et définitions*) française d'œufs de consommation se contracte de 2,3 % en 2016, s'établissant à un peu moins de 14 milliards d'unités, selon les estimations du modèle de prévision SSP-ITAVI-CNPO (*graphique 1*).

La production demeure toutefois à un niveau supérieur aux niveaux observés avant 2012, année d'entrée en vigueur des nouvelles normes pour les bâtiments d'élevage (directive 1999/74/CE relative aux méthodes d'élevage des poules pondeuses, transposée dans le droit français par l'arrêté du 1^{er} février 2002). Dès 2011, un certain nombre d'exploitants avaient cessé leur activité d'élevage de poules pondeuses, entraînant cette année là, et en 2012, une

forte baisse de la production d'œufs de consommation. Après la restructuration des élevages, la production s'était fortement redressée,

Graphique 1
En 2016, la production française d'œufs de consommation est en baisse



Source : Agreste

dépassant, dès 2013, le niveau atteint en 2010.

En 2016, la production est issue à 68 % d'élevages en cages et à 32 % des systèmes alternatifs (agriculture biologique, plein air et au sol) et la part de ces derniers ne cesse de croître (30 % en 2014).

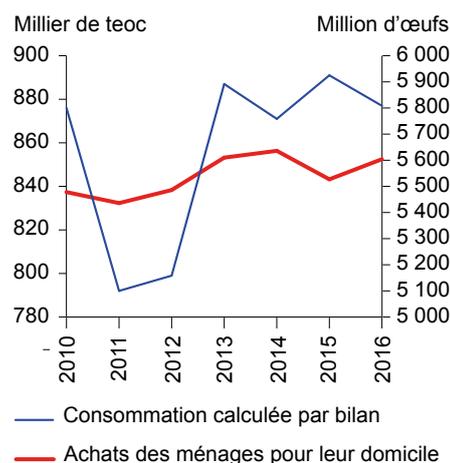
La consommation française d'œufs est plutôt stable depuis 2013

Après une forte chute en 2011 et 2012, liée à la pénurie d'œufs de consommation produits en France, la consommation française d'œufs calculée par bilan s'est redressée en 2013 (+ 11 %) mais reste relativement étale depuis, à un peu moins de 900 000 tonnes équivalent-œufs-coquille (teoc) (*graphique 2*).

Les achats des ménages pour leur consommation à domicile, mesurés par le panel de consommateurs Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, sont plus stables, les effets de la pénurie de production des années 2011 et 2012 s'étant moins fait sentir que pour la restauration collective. En 2016, la consommation s'accroît légèrement, atteignant 5,6 milliards d'œufs.

Graphique 2

Depuis 2013, la consommation d'œufs calculée par bilan et les achats des ménages sont relativement stables



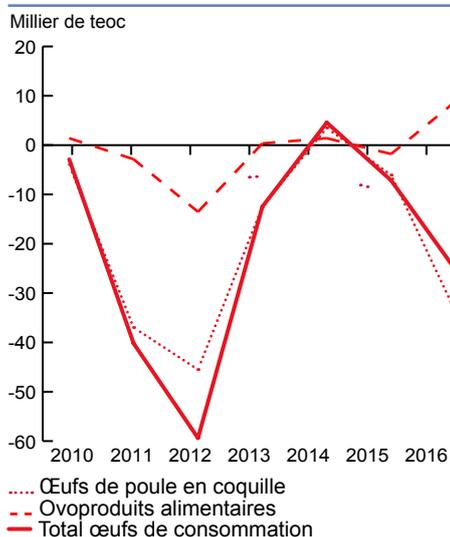
Sources : Agreste et Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer

En 2016, le solde du commerce extérieur des œufs est négatif en volume mais reste positif en valeur

En 2016, le déficit du commerce extérieur d'œufs de consommation triple en

Graphique 3

En 2016, le déficit des échanges d'œufs de consommation se creuse en volume



Source : DGDDI (Douanes)

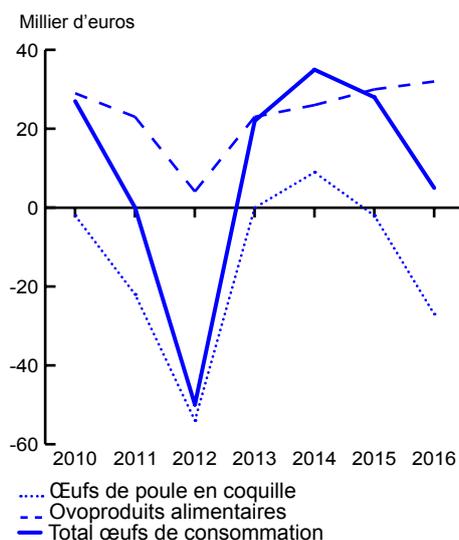
volume, passant de - 7 500 teoc en 2015 à - 24 230 teoc en 2016 (graphique 3). En 2012, le déséquilibre des échanges s'était fortement creusé, à la suite, notamment, d'un recours massif aux importations pour pallier le manque de disponibilités de la filière française, puis s'était nettement amoindri dès 2013, grâce à la relance de la production, jusqu'à redevenir excédentaire en 2014. Si, en 2015, la détérioration des échanges portait à la fois sur les œufs en coquille et les ovoproduits, la situation est contrastée en 2016 : le solde est négatif pour les œufs en coquille (- 32 000 teoc) mais redevient positif pour les ovoproduits (+ 7 780 teoc).

En 2016, les ovoproduits représentent trois quarts de l'ensemble des œufs de consommation exportés en volume et en valeur. Leur poids dans les importations est un peu plus faible, avec la moitié des importations en volume et en valeur.

Malgré une dégradation en volume du déficit d'œufs en coquille et un recul important des prix des produits échangés, la balance commerciale demeure excédentaire en 2016 (+ 5 millions d'euros) grâce aux ovoproduits (+ 32,3 millions d'euros pour

Graphique 4

Le solde commercial en valeur des œufs de consommation est positif



Source : DGDDI (Douanes)

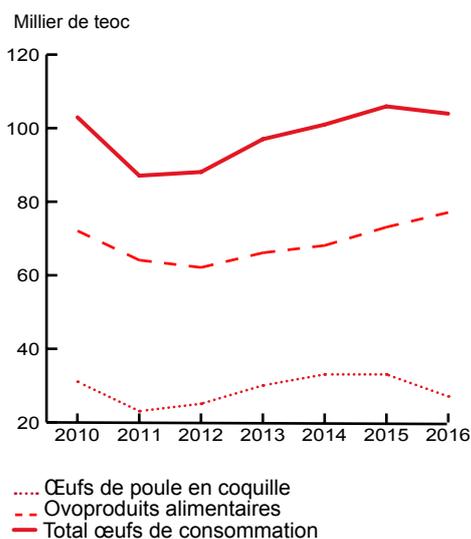
les ovoproduits, - 27,3 millions d'euros pour les œufs en coquille) (graphique 4).

Les exportations d'œufs de consommation se replient en 2016

En 2016, les exportations françaises se contractent de 2 % en volume par rapport à 2015 mais alors que les tonnages d'œufs en coquille se replient (- 18 %, soit - 5 900 teoc), ceux des ovoproduits croissent (+ 5 %, soit + 3 800 teoc) (graphique 5).

Graphique 5

Les exportations françaises d'ovoproduits augmentent depuis 2012



Source : DGDDI (Douanes)

Malgré la hausse des volumes exportés d'ovoproduits, la baisse généralisée des prix à l'exportation en 2016 pèse sur le total des exportations qui reculent en valeur. Après avoir fortement augmenté en 2012 (+ 25 % par rapport à 2011), les prix moyens à l'exportation des ovoproduits se sont quasiment stabilisés jusqu'en 2015, pour à nouveau se réduire en 2016 (- 13 %), contrairement aux prix moyens des œufs coquille, exportés en baisse sur toute la période.

Le volume des ventes d'œufs en coquille baisse vers quasiment toutes les destinations

La baisse, en 2016, des exportations françaises d'œufs touche aussi bien les ventes vers l'Union européenne que vers les pays tiers (tableau 1). À destination des Pays-Bas et de la Belgique, premiers clients de la

Tableau 1 - Les Pays-Bas, principal pays destinataire des exportations françaises d'œufs en coquille

Teoc

Exportations françaises d'œufs en coquille	2015	2016	2016/ moyenne 2011-2015 (%)	2016/15 (%)
MONDE	32 819	26 939	- 7	- 18
Union européenne	27 624	22 675	- 9	- 18
Pays tiers	5 196	4 264	4	- 18
Pays-Bas	12 723	10 681	- 10	- 16
Belgique	4 445	4 090	- 9	- 8
Luxembourg	2 182	3 690	98	69
Royaume-Uni	4 398	1 326	- 57	- 70
Allemagne	2 927	935	- 55	- 68

Source : DGDDI (Douanes)

France, le repli est respectivement de 16 % et 8 %, atteignant même plus des deux tiers vers le Royaume-Uni et l'Allemagne. À l'inverse, les exportations augmentent de plus des deux tiers vers le Luxembourg. La situation des exportations d'œufs en coquille est toutefois moins dégradée comparée à la moyenne 2011-2015 (- 7 %) et se redresse même à destination des pays tiers (+ 4 %).

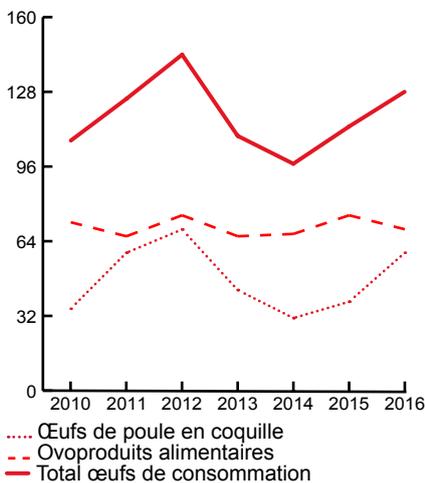
À l'inverse, les exportations d'ovoproduits sont en constante augmentation

En 2016, les exportations françaises d'ovoproduits en volume poursuivent la tendance à la hausse enregistrée depuis 2011. Les exportations sont dynamiques sur un an et par rapport à la moyenne 2011-2015, tant vers l'Union européenne que vers les pays tiers (tableau 2). Parmi nos principaux clients, seules les ventes à la Belgique et l'Italie sont en retrait. La croissance est particulièrement vive

Graphique 6

Depuis 2015, les importations françaises d'œufs de consommation sont à nouveau en hausse

Millier de teoc



Source : DGDDI (Douanes)

à destination des Pays-Bas : + 127 % par rapport à la moyenne 2011-2015 (+ 24 % sur un an).

Les importations d'œufs de consommation s'accroissent en 2016

De leur côté, les importations françaises en volume d'œufs de consommation augmentent de 13 % en 2016 par rapport à 2015, poursuivant la reprise enregistrée en 2015 (graphique 6). Les achats d'œufs en coquille s'accroissent (+ 53 %, soit + 20 500 teoc) tandis que les importations d'ovoproduits diminuent (- 8 %, soit - 5 800 teoc) contribuant à la dégradation du déficit commercial des premiers et au retour à l'excédent des seconds.

Hausse importante des achats français d'œufs en coquille depuis l'Union européenne

Après un moindre recours aux approvisionnements extérieurs en 2013 et 2014, suivi d'une reprise en 2015, la France renoue, en 2016, avec le niveau d'importation d'œufs de consommation en coquille de 2011. Les œufs proviennent quasi-exclusivement de l'Union européenne, les achats en dehors de la zone intracommunautaire étant très minoritaires. Les importations en provenance de notre principal fournisseur, l'Espagne, s'accroissent de près d'un quart en 2016 par rapport à la moyenne 2011-2015 (graphique 7). L'augmentation est également sensible depuis la

Tableau 2 - La Belgique reste le principal client des ovoproduits français

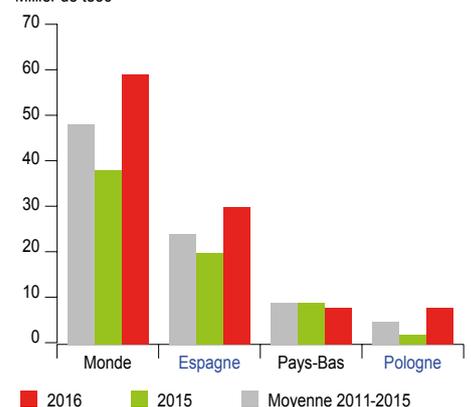
Teoc

Exportations françaises d'ovoproduits	2015	2016	2016/ moyenne 2011-2015 (%)	2016/15 (%)
MONDE	72 947	76 708	15	5
Union européenne	60 531	63 501	11	5
Pays tiers	12 416	13 207	44	6
Belgique	18 119	16 713	-3	-8
Espagne	11 122	13 239	34	19
Royaume-Uni	9 493	10 063	37	6
Allemagne	7 934	8 714	-10	10
Pays-Bas	3 428	4 256	127	24
Italie	4 798	4 195	-23	-13
Suède	2 901	3 086	39	6

Graphique 7

Les importations d'œufs en coquille s'accroissent, notamment depuis l'Espagne et la Pologne

Millier de teoc



Source : DGDDI (Douanes)

Pologne, avec un triplement des volumes sur un an et un doublement par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Ce pays est sur le point de dépasser les Pays-Bas comme deuxième fournisseur de la France tout en demeurant loin derrière l'Espagne. Les importations en provenance d'Italie, d'Allemagne et du Portugal croissent également mais portent sur des volumes nettement plus faibles.

Les importations françaises d'ovoproduits reculent légèrement en 2016, par rapport à la moyenne 2011-2015 (- 1 %), mais accusent une réduction plus importante sur un an (- 8 %) (graphique 8). La baisse s'élève même à 15 % en provenance de notre premier fournisseur, les Pays-Bas, tout en restant stables par rapport à la moyenne 2011-2015. La France réduit également ses achats aux autres pays,

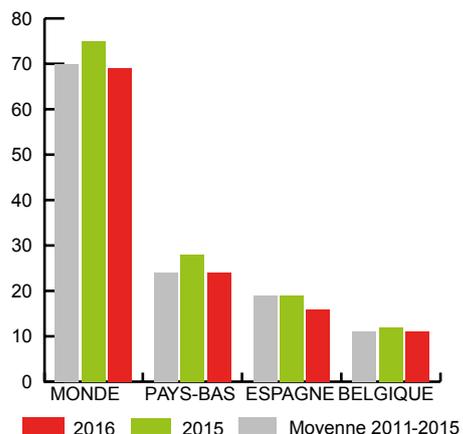
à l'exception de l'Italie de 8 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années (+ 4 % sur un an).

En 2016, les prix à la production des œufs de consommation baissent

En 2016, les prix des œufs à la production reculent sur un an (- 3 %) et par rapport à la moyenne 2011-2015 (- 6 %), pénalisés par une offre européenne importante, mais ils se redressent cependant nettement en fin d'année (graphique 9).

Graphique 8

En 2016, les importations d'ovoproduits se replient depuis nos principaux fournisseurs



Source : DGDDI (Douanes)

Les Pays-Bas, premier exportateur d'œufs en coquille de l'UE...

En 2016, les Pays-Bas sont les premiers exportateurs européens d'œufs en coquille, tant vers l'Union européenne que vers les pays tiers (tableau 3). La France se classe en quatrième position avec une majorité de ses ventes à destination des pays de l'Union, à l'instar de l'Allemagne, deuxième exportateur qui réalise 95 % de ses exportations avec ses voisins. L'Espagne, qui arrive troisième, équilibre davantage ses ventes que les autres principaux exportateurs entre l'Union européenne et les pays tiers : respectivement 60 % et 40 %.

Tableau 3

Les Pays-Bas, 1^{er} exportateur européen d'œufs en coquille

	Exportations d'œufs en coquille en 2016 (tonne)		
	Vers l'UE	Vers les pays tiers	Total
Pays Bas	284 400	34 750	319 150
Allemagne	125 400	6 070	131 470
Espagne	35 750	23 800	59 550
France	22 700	4 270	26 970
Italie	18 080	5 000	23 080
Belgique	0	13 400	13 400
Royaume-Uni	100	5 400	5 500

Source : Eurostat

... et premier exportateur d'ovoproduits

Parmi les exportateurs d'ovoproduits, les Pays-Bas arrivent également en tête, aussi bien vers les pays de l'Union que vers les pays tiers (tableau 4). L'Espagne se situe au deuxième rang avec des ventes ciblées essentiellement à destination de l'Union européenne, suivie de la France qui diversifie davantage ses envois : environ quatre sur cinq vers l'UE et un sur cinq vers les pays tiers.

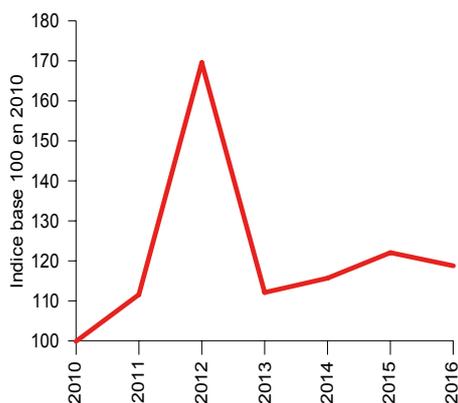
Tableau 4

La France, 3^e exportateur européen d'ovoproduits

	Exportations d'ovoproduits en 2016 (tonne)		
	Vers l'UE	Vers les pays tiers	Total
Pays Bas	121 366	13 554	134 920
Espagne	35 000	627	35 627
France	24 400	5 150	29 550
Allemagne	25 340	2 960	28 300
Belgique	24 060	1 085	25 145
Italie	16 127	7 950	24 077
Royaume-Uni	4 630	386	5 016

Source : Eurostat

Graphique 9
Les prix des œufs à la production sont en baisse en 2016



Source : Agreste, Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

Au 1^{er} semestre 2017, hausse de la production française d'œufs de consommation

Au premier semestre 2017, la production totale d'œufs de consommation est en hausse de près de 5 % par rapport à 2016. De leur côté, les mises en place de poulettes de ponte d'œufs de consommation se replient de 3 % au premier semestre. Malgré cela et compte tenu des augmentations enregistrées les mois précédents, le modèle SSP-ITAVI-CNPO de prévision de production d'œufs de consommation table encore

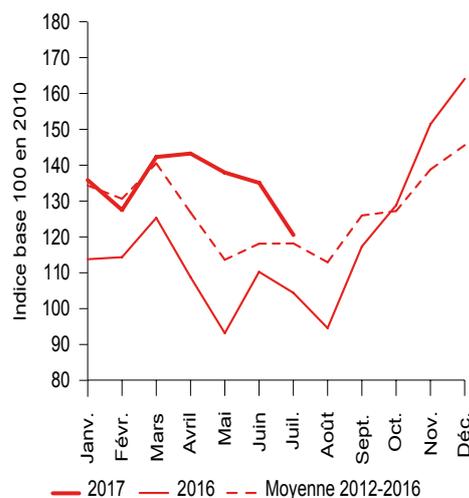
sur une progression de 3,6 % pour le mois d'octobre 2017, sur un an. Sur les dix premiers mois de 2017, la hausse atteindrait 5 %.

Au cours du 1^{er} semestre 2017, les exportations en volume d'œufs de consommation sont en hausse de près de 2 % par rapport à la même période de 2016. Les ventes d'ovoproduits dynamisent l'ensemble avec une croissance de 5 % tandis que les envois d'œufs en coquille se replient de 9 % mais sur des volumes moins importants.

Sur la même période, les importations en tonnage d'œufs de consommation augmentent également (+ 19 %). L'accroissement des volumes d'œufs en coquille est toutefois plus conséquent (+ 38 %) que celui des ovoproduits (+ 4,7 %).

Dans le sillage du redressement de la fin 2016, les prix à la production des œufs sont toujours bien orientés en 2017, en hausse par rapport à 2016 et à la moyenne 2011-2015 mais l'écart avec les prix moyens se réduit en juillet 2017 (*graphique 10*). La bonne tenue du prix serait liée à des problèmes sanitaires en Europe et en France, ayant conduit à des abattages supplémentaires de pondeuses.

Graphique 10
Sur les sept premiers mois de 2017, les prix à la production des œufs sont bien orientés sur un an



Source : Agreste, Insee - Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap)

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Enquête auprès des sélectionneurs et accouveurs pour les éclosions de poussins

- Modèle (SSP-Itavi-CNPO) pour la production intensive d'œufs de consommation.

Les éclosions de poussins de poulettes pour la ponte sont connues chaque mois grâce à l'enquête auprès des accouveurs.

Ce chiffre est ensuite corrigé du solde du commerce extérieur des poussins d'un jour afin d'obtenir les mises en places réelles du mois.

Les mises en places du mois permettent d'estimer l'effectif de poules en début de ponte pour le mois n+6, après avoir tenu compte des pertes. Sachant qu'une poule pond pendant près d'un an, il est alors possible d'estimer chaque mois le cheptel de pondeuses en production. Le nombre moyen d'œufs pondus par poule étant connu par ailleurs (Itavi), il suffit de multiplier ce chiffre par l'effectif de poules pour obtenir la production mensuelle, puis annuelle.

Les mises en place de poussins de pondeuses sont scindées en deux groupes : une partie dénommée « pondeuses en cage » et une partie dénommée « pondeuses alter » (pour les poules élevées au sol, en plein air, biologique). La répartition se fait sur une base de 68 % - 32 % en 2016, mise à jour régulièrement.

Le cumul des productions calculées à partir de chacune des mises en place mensuelles donne la production pour un mois donné, un semestre plus tard.

- **Production intensive** : elle comprend la production issue des élevages de poules en cage et des élevages alternatifs. Sont donc exclues la production semi-intensive, c'est-à-dire la production professionnelle issue de poules de souches mixtes, moins productives, et la production traditionnelle issue des basses-cours.

- **Ovoproduits** : ils désignent tout ou partie du contenu des œufs séparés de la coquille, seuls ou en combinaison avec des ingrédients ajoutés, destinés à la consommation humaine

- **Tonne-équivalent-œuf-coquille** : unité employée pour pouvoir agréger des données en poids concernant des œufs entiers et des produits à base d'œufs quelle que soit leur présentation : œufs entiers sans coquille, blancs seuls, jaunes seuls, séchés ou non, etc.

- Panel de consommateurs Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer pour les achats des ménages pour leur consommation à domicile

- DGDDI (Douanes) pour les statistiques de commerce extérieur

- Fam-RNM/Insee pour les cotations et les prix

- Eurostat pour les données relatives à l'Union européenne

- FAO pour les données sur la production mondiale

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole – Aviculture » pour les séries chiffrées.

- dans « Conjoncture – Séries mensuelles (bulletin) » pour des séries longues : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/conjoncture/le-bulletin/article/bulletin-mensuel-8485>

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture



En France et en Europe, une reprise progressive de la collecte de lait au cours du premier semestre 2017, stimulée par le redressement des prix du lait

Depuis juin 2017, la collecte mondiale de lait repart à la hausse sur un an, en particulier en Nouvelle-Zélande et dans l'Union européenne dans un contexte de prix du lait porteur et de demande chinoise dynamique. La reprise est cependant plus lente en France, en raison notamment de la réduction du cheptel laitier et d'un manque de fourrages, mais la collecte s'est rapprochée durant l'été de son niveau de 2016 et le dépasse depuis quelques semaines. Alors que le coût des aliments est quasiment stable au 1^{er} semestre 2017, les prix français à la production du lait de vache se redressent fortement, en juillet, sous l'effet de l'amélioration générale des marchés et de la flambée des prix du beurre qui battent des records compte tenu d'une offre insuffisante. En revanche, ceux de la poudre de lait écrémé pâtit encore d'une demande atone et de stocks européens très importants.

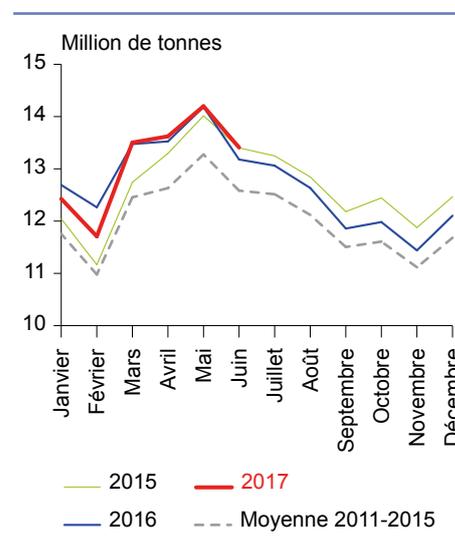
Une collecte mondiale et européenne en hausse à la fin du 1^{er} semestre 2017

Après une baisse continue depuis mai 2016, la collecte mondiale de lait affiche une légère croissance au 1^{er} semestre 2017 sur un an (+ 1 %), notamment pour les principaux pays exportateurs de produits laitiers (États-Unis, Nouvelle-Zélande et Union européenne). Déjà dynamique en 2016, la collecte s'accroît de 1,4 % aux États-Unis. En Nouvelle-Zélande, après une année 2016 et un début 2017 en recul, elle repart à la hausse depuis mars 2017, favorisée par un rebond des prix du lait depuis le second semestre 2016, augmentant ainsi de 3,7 % sur un an au 1^{er} semestre 2017. En Australie en revanche, elle diminue de près de 4 % sur la même période.

Au niveau européen, la collecte de lait de vache s'établit quasiment au même niveau au 1^{er} semestre 2017 qu'en 2016 sur la même période (- 0,6 %). En baisse en début d'année 2017 (- 2,2 % en janvier sur un an), elle dépasse les volumes de 2016 en mars et avril 2017 et s'accroît de 1,8 % sur un an en juin où elle atteint quasiment le niveau record de 2015, avec 243 000 tonnes de plus qu'en juin 2016 (+ 6,6 % par rapport à la moyenne 2011-2015) (graphique 1).

Trois pays producteurs enregistrent des évolutions particulièrement dynamiques au 1^{er} semestre 2017 : l'Irlande (+ 6,9 % sur un an), la Pologne (+ 4,1 %) et l'Italie (+ 1,8 %), contribuant ainsi aux trois-quarts de la hausse de la collecte en juin. À l'inverse, la collecte diminue pour les quatre principaux producteurs

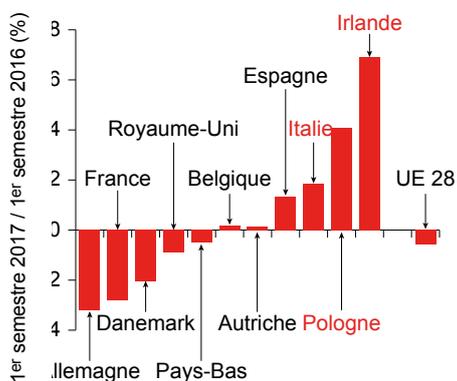
Graphique 1
En juin 2017, la collecte laitière européenne retrouve son niveau de 2015



Source : Eurostat

européens : l'Allemagne, leader européen (20 % de la collecte européenne) en baisse de 3,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2016, la France, deuxième producteur (16 % de la collecte) en diminution de 2,8 %, enfin le Royaume-Uni et les Pays-Bas, respectivement aux troisième et quatrième rangs européens (10 % et 9 % de la collecte), en recul moins

Graphique 2
Au 1^{er} semestre 2017, des évolutions particulièrement dynamiques en Irlande, Pologne et Italie



Source : Eurostat

marqué (graphique 2).

Depuis juin 2017, le prix du lait renoue avec la hausse en Europe

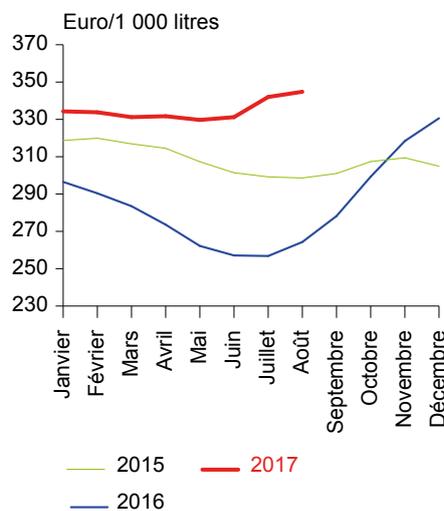
Après le redressement à partir de la mi-2016, suivi d'une relative stabilité en début d'année 2017 (mais en forte progression par rapport au niveau bas de 2016), le prix du lait à teneurs réelles augmente nettement en juillet dans l'Union européenne, atteignant 345 € pour 1 000 litres contre 257 € en juillet 2016 (graphique 3). Hors des frontières de l'Union, le prix du lait se maintient à des niveaux élevés aux États-Unis et en Nouvelle-Zélande. Soutenu par une consommation intérieure dynamique et des exportations facilitées par la faiblesse du dollar, il est supérieur de 23 % à celui de 2016 aux États-Unis en juin 2017, tandis qu'en Nouvelle-Zélande, le prix du lait bondit de 46 % en juin 2017 par rapport au niveau extrêmement bas de juin 2016,

Hausse des fabrications de fromage et de crème en Europe

Dans un contexte de disponibilités réduites en lait, les fabrications sont contrastées depuis le début de l'année 2017 dans l'Union européenne. Les fabrications de beurre et de lait conditionné diminuent au 1^{er} semestre 2017 sur un an (respectivement - 2,4 % et - 5,8 %) confirmant la pénurie de matière grasse et la flambée des prix. Celles de poudre de lait écrémé (réengraissée ou inférieure à 1,5 % de matière grasse) se replient également (- 4,1 %) au sein d'une filière marquée par la chute des prix, une demande atone et des stocks européens records.

À l'inverse, les fabrications de crème conditionnée sont en hausse au 1^{er} semestre 2017 sur un an (+ 2,8 %), portées par une production allemande dynamique (+ 7,7 %) ainsi, qu'à un moindre degré, celles de lait concentré, yaourt et fromage (respectivement + 0,3 %, + 0,9 % et + 1 % par rapport à 2016). En juin 2017, les fabrications de poudre grasse (contenant 1,5 % ou plus de matière grasse) se replient de 2,1 %, tout en se maintenant légèrement au-dessus de 2016 au 1^{er} semestre (+ 0,6 %).

Graphique 3
Hausse des prix du lait en Europe depuis juin 2017



Source : Commission européenne - Milk Market Observatory

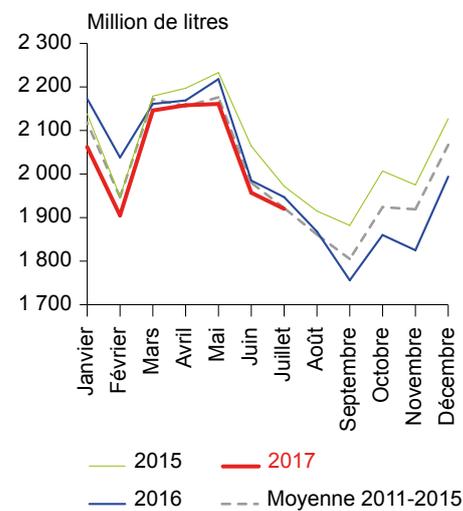
Hausse des exportations européennes de produits laitiers vers la Chine

Au 1^{er} semestre 2017, les exportations européennes de produits laitiers vers la Chine s'accroissent, à l'exception des caséines et caséinates (- 18 % en volume par rapport à 2016). Les ventes augmentent de près de 50 % pour la poudre de lait écrémé (à 28 000 t), de 13 % pour la poudre de lactosérum (à 35 000 t) et de 21 % pour le lactose (à 12 000 t). Les exportations de fromage sont particulièrement dynamiques sur la première moitié de l'année (+ 30 %) mais pâtissent depuis septembre dernier d'un blocage par les autorités sanitaires chinoises de l'entrée sur leur territoire de certains fromages, en particulier les fromages à pâte molle (comme le camembert) ou à pâte persillée (bleu de Bresse).

Une reprise plus lente de la collecte en France

Au 1^{er} semestre 2017, la collecte française de lait de vache s'établit à près de 12,4 milliards de litres, inférieure de 2,8 % à celle de 2016 (graphique 4). La baisse sur un an est cependant un peu moins marquée qu'au semestre précédent (- 5,3 % au

Graphique 4
En 2017, la collecte française de lait de vache demeure en deçà des niveaux de 2015 et 2016



Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

2^e semestre 2016 par rapport à 2015), compte tenu en particulier des difficultés climatiques, de la réduction du cheptel et de l'aide à la réduction volontaire de la production laitière mise en place en Europe au dernier trimestre 2016.

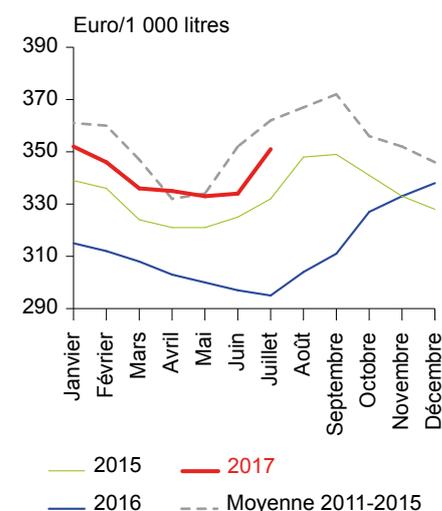
La collecte laitière reprend progressivement, grâce notamment

à un prix du lait en hausse et des fourrages de meilleure qualité. En juillet 2017, la baisse n'est plus que de 1,4 % sur un an, contre 5,1 % six mois plus tôt. La collecte se rapproche des volumes assez bas de 2016, tout en restant encore en deçà du niveau élevé de 2015 (- 2,6 % en juillet 2017 par rapport à juillet 2015).

Le prix du lait repart à la hausse en France

Après avoir atteint en juillet 2016 son plus bas niveau depuis avril 2010 (à 295 € les 1 000 litres), le prix moyen du lait versé aux producteurs français de lait (prix à teneurs réelles – toutes qualités confondues) s'est redressé progressivement à partir d'août 2016, jusqu'à dépasser, à partir de novembre, son niveau de 2015 (graphique 6). Au 1^{er} semestre 2017, le prix du lait progresse de 34 € en moyenne pour 1 000 litres par rapport à 2016, se rapprochant du prix moyen sur la période 2011-2015 (- 2,4 %). En juillet 2017, tout en demeurant en retrait par rapport à la moyenne européenne, le prix moyen du lait en France s'accroît significativement : + 19,3 % par rapport aux prix de juillet 2016, soit 56 € de plus pour 1 000 litres atteignant les 351 € pour 1 000 litres. À l'été 2017, les producteurs français ont pu bénéficier d'une revalorisation saisonnière des prix du lait, dans un contexte de flambée du prix du beurre.

Graphique 6
Les prix français à teneurs réelles du lait de vache remontent fortement en juillet 2017



Le prix moyen du lait de vache est le prix versé aux producteurs quelle que soit la qualité du lait (prix du lait à teneurs réelles en matière grasse et matière protéique).

Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer

Des stocks de poudres de lait écrémé toujours au plus haut dans l'UE

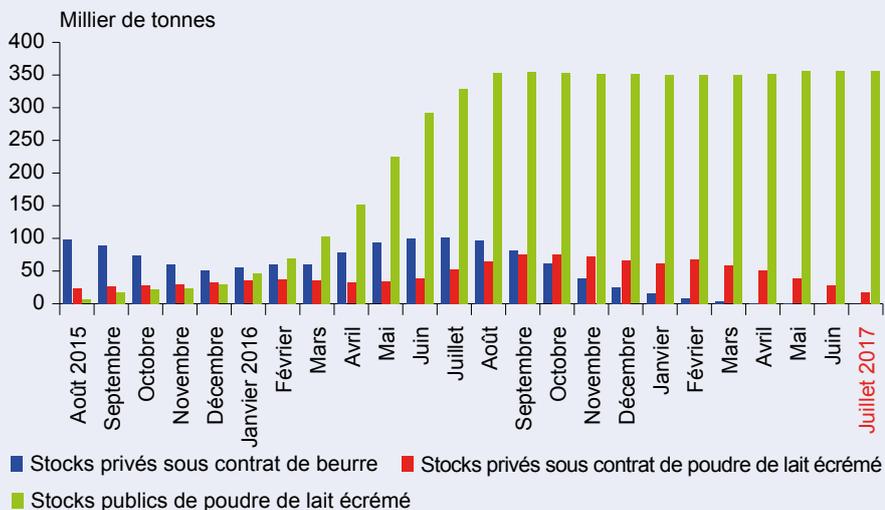
Dès le début de la crise laitière mi-2014, la Commission européenne a activé les dispositifs d'intervention publique et mis en place les aides au stockage privé pour la poudre de lait écrémé, le beurre et le fromage. Les mesures d'intervention publique ont ensuite été prolongées à plusieurs reprises, perdurant jusqu'en septembre 2017 pour la poudre de lait écrémé. Les produits fabriqués offerts par les opérateurs et achetés à l'intervention ont alors été stockés par les États membres pour le compte de l'Union européenne.

En juillet 2017, le niveau des stocks publics de poudre de lait écrémé s'établit à plus de 357 000 t, soit le niveau le plus élevé depuis 1991, la demande toujours insuffisante en protéines laitières par rapport à l'offre n'ayant pas

permis de résorber les stocks de poudre maigre (graphique 5). Les opérateurs français sont les premiers bénéficiaires de ces mesures (18,8 % des stocks publics de poudre de lait écrémé), suivis de près par les opérateurs belges (18 %).

En revanche, l'aide au stockage privé pour la poudre de lait écrémé a été suspendue en février 2017. Pour le beurre, l'aide au stockage privé a pris fin en septembre 2016 (fin des entrées), à la suite d'une demande internationale croissante tirant les prix vers le haut et incitant les opérateurs européens à déstocker massivement : le niveau des stocks bénéficiant d'une aide au stockage privé est ainsi retombé à 227 t en juillet 2017, contre 102 000 t un an auparavant.

Graphique 5
Des évolutions contrastées dans le stockage du beurre et de la poudre de lait écrémé en Europe



Source : Commission européenne - Milk Market Observatory

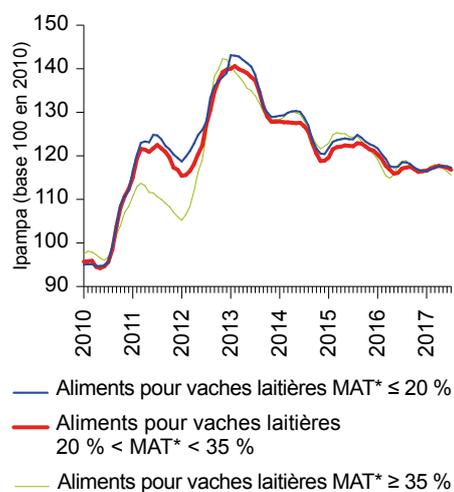
Le coût des aliments se stabilise alors que le prix du lait augmente

Après une année 2016 en forte baisse (- 11 % par rapport à 2015) liée au fort recul de la collecte et aux difficultés de trésorerie des exploitations, la production d'aliments composés pour vaches laitières s'accroît de 1,9 % sur un an, en France, au 1^{er} semestre 2017. Cette hausse se confirme en juillet, avec des fabrications en augmentation de 3,5 % par rapport à 2016, le manque de fourrages dû au déficit hydrique du début d'année ayant favorisé le recours aux aliments composés achetés.

Parallèlement, de janvier à juillet 2017, le coût des aliments baisse de 0,3 % en moyenne par rapport à 2016. Après les sommets atteints en 2012 et 2013, il se réduit fortement, se stabilisant même quasiment depuis avril 2016 (*graphique 7*).

Dans ce contexte, le différentiel entre le prix du lait payé au producteur et le coût de l'alimentation animale s'améliore (*Le prix de compensation du coût d'aliment dans les filières d'élevage, Agreste Conjoncture, Coût de production, septembre 2017, n° 9/12*).

Graphique 7
Le coût des aliments pour vaches laitières se stabilise depuis un an



* MAT = Matière azotée totale.

Source : Insee, Agreste - Indice du prix d'achat des moyens de production agricole (Ipampa)

Dans un contexte de repli de la consommation intérieure, les fabrications françaises de produits de grande consommation diminuent

Au 1^{er} semestre 2017, toutes les fabrications de fromage fléchissent sur un an : - 4 % pour les fromages frais, - 2 % pour les fromages à pâte pressée cuite et non cuite et - 1 % pour ceux à pâte molle. Seules les fabrications de fromage à pâte persillée s'accroissent par rapport au 1^{er} semestre 2016 (+ 1 %).

En juillet 2017, le recul des fabrications se poursuit, sauf pour les fromages à pâte pressée cuite (+ 7 % sur un an) et à pâte persillée qui restent stables. Le repli est très marqué pour les fabrications de poudre de lait écrémé, qui chutent de 15 % en juillet, confirmant le repli affiché au 1^{er} semestre (- 9 %) en lien avec la baisse des disponibilités en lait et les prix bas de la poudre de lait écrémé. Les fabrications de lait conditionné et de beurre se contractent de 9 % en juillet, à l'image des baisses enregistrées au 1^{er} semestre (respectivement - 6 % et - 8 %). Cette même tendance est à l'œuvre pour les yaourts et desserts lactés frais, avec - 4 %, après une baisse de 3 % au 1^{er} semestre 2017. Enfin, les fabrications de crème conditionnée affichent - 1 % en juillet, après + 3 % au 1^{er} semestre.

Ces baisses des fabrications s'inscrivent dans un contexte de contraction de la consommation des ménages à domicile, déjà observée en 2016 : baisse des achats de lait conditionné, de yaourts et de crème conditionnée. Même le beurre, dont la consommation a augmenté jusqu'au début 2017, enregistre un repli des achats depuis avril, en raison des prix élevés et de disponibilités réduites. Les achats de fromage, quasiment stables, font exception (+ 0,1 % en volume en juillet par rapport à 2016).

Recul des exportations françaises de fromage vers la Chine

Au 1^{er} semestre 2017, les exportations françaises sont majoritairement en

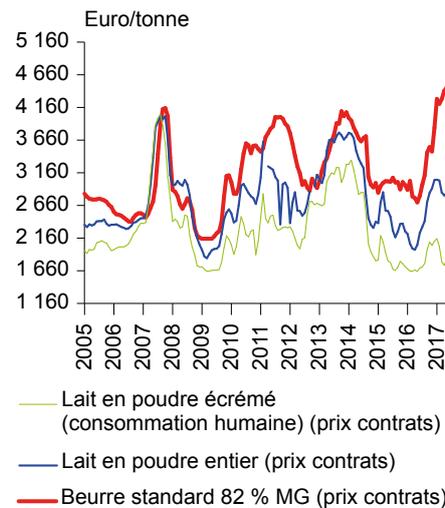
baisse sur un an. C'est le cas en particulier des yaourts et desserts lactés frais dont les ventes diminuent de 6 %, comme en 2016 à la même période (- 3 %). Les exportations de poudre de lactosérum se replient également de 6 % tandis que celles de caséines et caséinates, après avoir quasiment doublé en 2016, chutent de près d'un tiers au 1^{er} semestre. Les ventes de beurre se contractent mais moins fortement qu'en 2016 à la même période (- 2 % contre - 11 % en 2016). La situation des exportations de fromages varie selon les produits : en baisse pour les fromages à pâte pressée non cuite et les fromages fondus (respectivement - 9 % et - 3 %), et en hausse pour les fromages frais (+ 6 %), ou à pâte pressée cuite (+ 5 %) ainsi que ceux à pâte molle (+ 4 %).

La France, comme l'ensemble de l'UE, est toujours pénalisée par la fermeture du marché russe, à la suite d'une nouvelle prolongation de l'embargo jusqu'à la fin de l'année 2017. Les exportations vers les pays tiers augmentent, notamment vers la Chine, mais ne permettent pas de compenser les pertes de marché avec la Russie et la situation est inégale selon les destinations et les produits. À l'exclusion des fromages (frais et fondus) en réduction de près de deux tiers au 1^{er} semestre 2017, les exportations des autres produits sont plutôt dynamiques vers la Chine. En particulier, les exportations de poudre écrémées et grasses triplent en volume depuis le début de l'année, tout comme celles des desserts lactés de conserve. Les ventes de crème conditionnée augmentent de 19 % sur un an, tandis que celles de poudre de lactosérum diminuent de 4 % en volume. Vers l'Algérie, les volumes exportés progressent fortement pour les poudres de lait écrémées et grasses, (+ 30 % après une baisse de 3 % l'an dernier à la même période) et les desserts lactés de conserve (+ 21 % après - 4 % en 2016). En revanche, sur un marché qui reste encore marginal, les ventes de fromage vers l'Algérie diminuent depuis le début l'année (- 38 %).

Le prix du beurre continue de s'envoler alors que celui de la poudre écrémée passe en dessous du prix d'intervention

Soutenu par la pénurie d'offre, le prix du beurre français connaît une envolée depuis août 2016, à l'image du cours européen et mondial. En juillet 2017, il est supérieur de près de 70 % par rapport au même mois de l'année précédente continuant de s'envoler durant l'été, jusqu'à approcher les 6 800 €/t début septembre et dépasser le prix du beurre européen, à 6 400 €/t (*graphique 8*). Compte tenu de la demande toujours plus élevée et de la pénurie persistante, le prix du beurre devrait rester élevé au cours des prochains mois.

Graphique 8
Envolée des prix du beurre français depuis le 2^e semestre 2016



Source : FranceAgriMer d'après enquête FranceAgriMer/ATLA

Après une forte baisse au cours du 1^{er} semestre 2017, le prix de la poudre grasse est remonté au cours de l'été à plus de 3 000 € la tonne, supérieur de 31 % en juillet 2017 à son cours de 2016. Pour la poudre de lait écrémé, en revanche, le marché tarde à revenir à l'équilibre. Comme pour le beurre et la poudre grasse, le cours est reparti à la hausse en août 2016, atteignant même un pic début janvier 2017 mais il se replie ensuite, pénalisé par des stocks européens très importants. Début septembre 2017, le prix français de la poudre de lait écrémé s'établit à 1 650 € la tonne, soit en deçà du prix européen d'intervention fixé à 1 698 € la tonne.

Sources, définitions et méthodes

Sources

- L'enquête mensuelle laitière (EML) réalisée par FranceAgriMer et le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP) du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation pour les données de collecte de lait, de prix du lait et de fabrication de produits laitiers. C'est une enquête administrative depuis janvier 2016 en application du décret 2015-729 du 24 juin 2015 relatif aux informations de suivi économique dans le secteur du lait et des produits laitiers. Elle permet de répondre notamment aux obligations réglementaires européennes de la directive 96/16/CE sur les statistiques laitières et contribue à la réponse au règlement 1165/98 sur les statistiques conjoncturelles (Ipi).
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur
- La Commission européenne pour les données de prix du lait, quantités fabriquées dans les États membres et stocks
<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database>
http://ec.europa.eu/agriculture/milk-market-observatory/latest-statistics/productions-stocks_en.htm
- L'enquête FranceAgriMer/ATLA pour les prix des produits industriels.

Définitions - Méthodologie

■ Calcul du prix du lait de vache :

Le prix à teneurs réelles est le prix du lait réfrigéré départ exploitation, toutes primes comprises et toutes qualités confondues, à teneurs réelles en matière grasse et matière protéique. Ce prix s'entend TVA non comprise, cotisations non déduites. Les avances ou récupérations d'avances sont comprises. Il se calcule en rapportant le total des paiements aux producteurs à la quantité collectée.

Les prix moyens diffusés prennent en compte tous les types de laits : lait non bio et non AOP, lait bio, lait pour productions AOP. Le prix moyen est la moyenne des prix individuels (prix des répondants et prix estimés des non répondants) pondérée par la collecte.

Pour en savoir plus

- - dans la rubrique « Conjoncture - Lait » pour les publications Agreste Conjoncture
- - dans la rubrique « Conjoncture - Séries mensuelles (bulletin) - Lait » pour les principales séries chiffrées

Les dernières publications parues sur le thème sont :

- « Le prix de compensation du coût de l'aliment dans les filières d'élevage », Agreste Conjoncture, Coûts de production, n° 9/12, septembre 2017
- « Baisse de la collecte de lait de vache en juin 2017 », Agreste Infos Rapides Lait, n° 8/11, septembre 2017

Résultats définitifs 2016 de l'enquête annuelle laitière sur le site Agreste :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/enquete-annuelle-laitiere/>



Octobre 2017 - n° 2017/315

Retour éditorial

Synthèses

Au 2^e trimestre 2017, la production en volume des IAA reste stable sur un an, malgré la forte croissance du secteur des boissons

Au 2^e trimestre 2017, le léger redressement en volume de la production des industries alimentaires et boissons hors tabac (IAA), amorcé au 3^e trimestre 2016, s'est poursuivi. Sur un an, et malgré trois jours ouvrables en moins par rapport au 2^e trimestre 2016, la production s'est stabilisée, le dynamisme des fabrications de boissons ayant été compensé par le repli de la plupart des fabrications de produits alimentaires. Dans le même temps, les demandes nationale et étrangère de produits agroalimentaires se sont de nouveau accrues en volume, conduisant à une hausse conjointe des importations et des exportations. Grâce au dynamisme des ventes de boissons, tant alcoolisées que non alcoolisées, couplé à l'augmentation des prix, l'excédent commercial des IAA s'est renforcé en valeur sur un an pour le deuxième trimestre consécutif, atteignant son niveau le plus haut pour la période depuis 2014. La croissance du chiffre d'affaires du secteur s'est poursuivie, sous l'effet de la hausse des prix à la production, tout comme l'emploi.

Définition du périmètre des industries agroalimentaires (IAA) retenu dans l'analyse

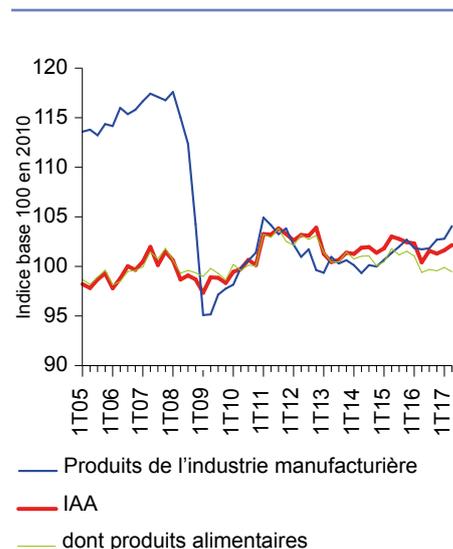
Le champ des industries agroalimentaires (IAA) regroupe les industries alimentaires et les fabrications de boissons (divisions 10 et 11 de la nomenclature d'activité productive NAF rév. 2, 2008 de l'Insee). Sauf précision contraire, il ne comprend pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12). Par ailleurs, les données présentées incluent l'artisanat commercial (activités de charcuterie, boulangerie, pâtisserie et cuisson de produits de la boulangerie), mais excluent le commerce de gros de produits alimentaires et de boissons. Enfin, sauf indication contraire, les évolutions sont calculées à partir de données brutes en glissement annuel, c'est-à-dire en référence à l'année précédente. Les évolutions par rapport au trimestre précédent sont, quant à elles, et à l'exception des indices de prix, calculées à partir de données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables.

Au 2^e trimestre 2017, la production en volume des IAA est stable sur un an

Portée exclusivement par le dynamisme des fabrications de boissons, la production française des industries agroalimentaires a de nouveau légèrement augmenté entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2017 (+ 0,5 % en CVS-CJO), prolongeant le timide redressement amorcé au 3^e trimestre 2016 (graphique 1 et tableaux 1 et 2). Sur un an, malgré trois jours ouvrables en moins par rapport au 2^e trimestre 2016, la production globale des IAA s'est stabilisée (en données brutes) à un niveau relativement élevé pour la période, la croissance des fabrications de boissons (+ 10 %) ayant été contrebalancée par le recul de la production des produits alimentaires (- 1,7 %).

Graphique 1

Au 2^e trimestre 2017, légère augmentation de la production en volume des IAA



Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS-CJO

Au 2^e trimestre 2017, nouveau recul de la production de produits alimentaires

Au 2^e trimestre 2017, dans le prolongement de la tendance baissière amorcée fin 2011, la production de produits alimentaires a légèrement diminué par rapport au trimestre précédent (- 0,4 %), principalement sous l'effet du recul des fabrications des *autres produits alimentaires* (sucre, chocolaterie, café, plats préparés, etc.), qui représentent près d'un quart des fabrications de produits alimentaires (*encadré Autres produits alimentaires*). Sur un an, la production de *produits alimentaires* est également en repli (- 1,7 %), atteignant son plus bas niveau pour la période depuis 2007, pénalisée par la diminution de la plupart des fabrications, et en particulier de celles d'*autres produits alimentaires* et de *viande et produits à base de viande*.

Au 2^e trimestre 2017, la production de *viande et produits à base de viande*, qui représente 30 % de la production des industries alimentaires, s'est stabilisée après un bref repli au trimestre précédent, demeurant ainsi à son plus bas niveau depuis début 2014. Cette stabilisation masque cependant des disparités selon les produits (*encadré Viandes*). Sur un an, la baisse de la production observée depuis le 3^e trimestre 2016 s'est poursuivie, quel que soit le type de viande, en lien notamment avec l'instauration d'un vide sanitaire dans le Sud-Ouest de la France, à la suite du second épisode d'épizootie aviaire, et la baisse du cheptel porcin intervenue fin 2016.

Les fabrications de *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires* sont également restées stables par rapport au trimestre précédent, tout comme celles des *aliments pour animaux*, et des *produits issus du travail des grains et produits amylicés*. À l'inverse, sur un an, ces trois productions ont reculé (*encadrés*).

Les fabrications de *produits laitiers* ont, elles, quasiment stagné au 2^e trimestre 2017 après une brève augmentation au trimestre précédent, prolongeant la tendance baissière

amorcée début 2016. Sur un an, elles se sont également repliées pour le quatrième trimestre consécutif, freinées par une collecte de lait, moins importante en raison d'une réduction du cheptel laitier et des conditions climatiques défavorables à la pousse de l'herbe au printemps et au début de l'été (*encadré Industrie laitière*). Pour la première fois depuis le 1^{er} trimestre 2016, les fabrications d'*huiles et graisses végétales et animales* ont, elles aussi, diminué, tout en demeurant supérieures au niveau élevé atteint au 2^e trimestre 2016 (*encadré Corps gras*).

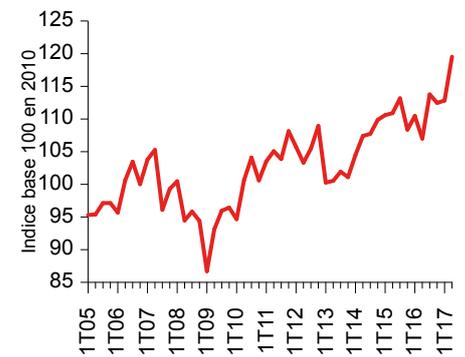
Seules les fabrications de *préparations et conserves à base de poisson et produits de la pêche*, et surtout celles à *base de fruits et légumes*, ont enregistré une progression, tant par rapport au trimestre précédent que sur un an. La production de *produits à base de fruits et légumes*, particulièrement dynamique, s'est hissée à des niveaux élevés, tirée par les fabrications de *préparations et conserves à base de légumes*, en lien avec des conditions climatiques printanières plus propices que celles de l'année dernière à la production de légumes (*encadré Fruits et légumes*).

Au 2^e trimestre 2017, la croissance de la production de boissons s'est accélérée sur un an

Après une timide progression au 1^{er} trimestre 2017, l'embellie sur les fabrications de boissons s'est confirmée au 2^e trimestre (+ 5,9 % par rapport au 1^{er} trimestre 2017) (*graphique 2*). Elles ont été portées par toutes les fabrications, et en particulier par celles de *boissons rafraîchissantes non alcoolisées*, atteignant un niveau record (*encadré Boissons*). Sur un an, et malgré trois jours ouvrables en moins par rapport au 2^e trimestre 2016, la hausse de la production de boissons a été encore plus soutenue (+ 10 %), favorisée par plusieurs pics de chaleur au printemps, ainsi que par la demande étrangère (+ 3,3 % d'exportations en volume), en particulier d'*eaux de table* et de *vins*. Les fabrications se sont ainsi établies à leur plus haut niveau pour un 2^e trimestre depuis 2000.

Graphique 2

Au 2^e trimestre 2017, forte hausse de la production de boissons par rapport au trimestre précédent ainsi que sur un an



Sources : Insee, Agreste - Indice de la production industrielle (Ipi) CVS-CJO

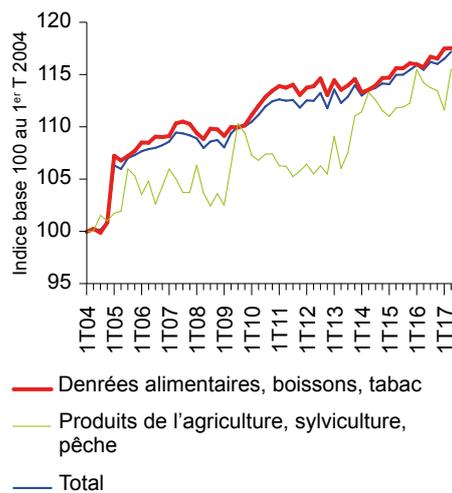
Au 2^e trimestre 2017, la consommation des ménages est en hausse depuis deux trimestres consécutifs

D'après les résultats des comptes trimestriels de l'Insee, après un bref fléchissement fin 2016, la consommation alimentaire des ménages a confirmé la légère reprise en volume (+ 0,6 % par rapport au trimestre précédent) enregistrée au 1^{er} trimestre 2017, prolongeant la tendance haussière observée depuis fin 2005 (*graphique 3*). Elle a été soutenue par la progression des volumes de produits bruts de l'agriculture et de la pêche (fruits et légumes, poissons frais, etc.) (+ 3,5 %), les dépenses de consommation en denrées alimentaires, boissons et tabac étant stables. Sur un an, la croissance de la consommation des ménages s'est également poursuivie, mais masque des disparités selon les produits.

Ainsi, selon le Kantar WorldPanel pour FranceAgriMer, les quantités de viande achetées par les ménages pour leur consommation à domicile se sont de nouveau contractées (- 2,5 % sur un an), prolongeant la tendance baissière amorcée à la mi-2013, et atteignant leur plus bas niveau depuis 2008. La quasi-totalité des viandes contribue à ce repli des achats, en particulier le veau (- 11,9 %), tandis que les volailles ont mieux résisté (- 1,3 %). Seules les viandes les moins couramment

consommées, comme le gibier, ont augmenté (+ 12,1 %) et ce, pour le quatrième trimestre consécutif. Les volumes de produits laitiers achetés ont également poursuivi leur recul sur un an, surtout ceux de lait de consommation liquide tandis que les achats de fromages ont été les moins touchés.

Graphique 3
Au 2^e trimestre 2017, poursuite de la croissance en volume des dépenses des ménages en produits agroalimentaires



Source : Insee, comptes trimestriels - Indice CVS-CJO calculés à partir des dépenses de consommation en million d'euros 2000 - Traitement SSP

Au 2^e trimestre 2017, l'excédent commercial des IAA a fortement augmenté en valeur sur un an grâce aux exportations

Au 2^e trimestre 2017, l'excédent commercial des IAA s'est sensiblement accru en valeur par rapport au 2^e trimestre 2016 (+ 13,6 %), grâce à une hausse des exportations supérieure à celle des importations (respectivement + 7,5 % et + 6,3 %), confirmant l'amélioration observée début 2017, après plusieurs trimestres de repli. Comme au 1^{er} trimestre 2017, cette amélioration résulte exclusivement de la bonne tenue de l'excédent commercial des boissons (+ 10 % sur un an), le déficit commercial des produits alimentaires s'étant creusé pour le septième trimestre consécutif (+ 5 % sur un an) (graphique 4).

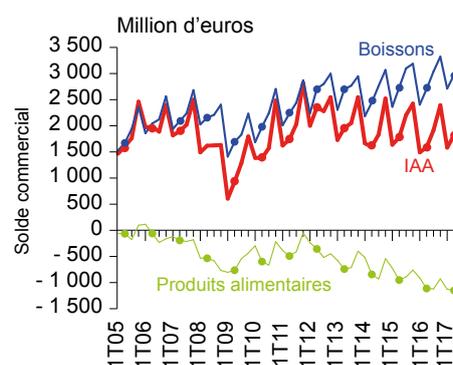
La dégradation du solde commercial des produits alimentaires s'explique par le creusement du déficit des

préparations et conserves à base de poisson et produits de la pêche, des viandes et produits à base de viande et des produits à base de fruits et légumes, ainsi que par la réduction de l'excédent des produits laitiers et des produits issus du travail des grains et produits amyacés (graphiques 5 et 6).

Après une légère réduction au 1^{er} trimestre 2017, le déficit commercial des viandes et produits à base de viande s'est en effet très fortement détérioré sur un an (+ 18,2 % en valeur), sous l'effet d'une hausse des importations supérieure à celle des exportations. Pour les mêmes raisons, le déficit commercial des produits à base de fruits et légumes s'est creusé (+ 2,9 %).

Concernant les excédents, celui des produits laitiers s'est contracté en valeur sur un an pour le huitième trimestre consécutif, en lien avec le recul plus prononcé des quantités vendues que des quantités achetées. Les exportations sont en effet toujours pénalisées par la prolongation de l'embargo russe jusqu'à la fin de l'année 2017. Elles ont également été freinées par le repli de la production laitière française et ont souffert du recul de la demande européenne, lié à la reprise de la collecte dans de nombreux pays, couplé à celui de la demande des pays tiers (Chine et États-Unis notamment). Enfin, la hausse des cours du beurre et de la poudre grasse renchérit le coût des importations. L'excédent commercial

Graphique 4
Au 2^e trimestre 2017, forte augmentation de l'excédent commercial des IAA en valeur sur un an

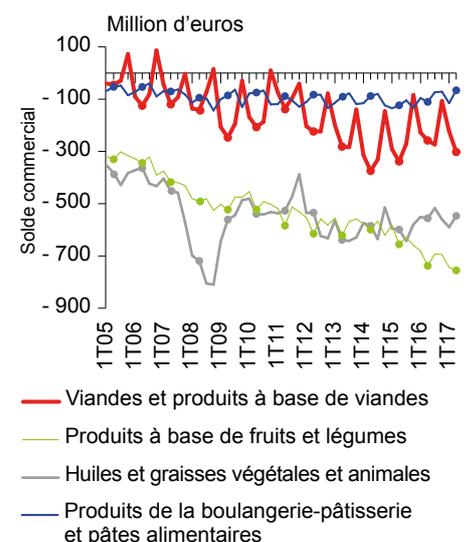


Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

des produits du travail des grains et produits amyacés s'est lui aussi de nouveau réduit en valeur, prolongeant la tendance baissière observée sur un an depuis 2014.

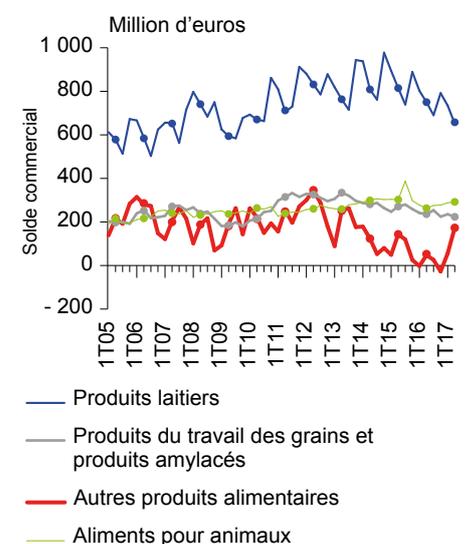
À l'inverse, après une brève détérioration au trimestre précédent, le déficit commercial des huiles et graisses végétales et animales s'est

Graphique 5
Au 2^e trimestre 2017, creusement du déficit des échanges de viandes en valeur sur un an



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

Graphique 6
Au 2^e trimestre 2017, hausse sur un an de l'excédent des autres produits alimentaires et diminution de celui des produits laitiers



Source : DGDDI (Douanes) - Données brutes

réduit sur un an au 2^e trimestre 2017, grâce à une baisse des exportations inférieure à celle des importations, s'établissant à son plus bas niveau pour un 2^e trimestre depuis 2012. La détérioration du solde commercial global a également été atténuée par la baisse du déficit des *produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires*, consécutive au recul des importations et à l'augmentation des exportations, ainsi que par l'amélioration des excédents des *autres produits alimentaires* et des *aliments pour animaux*.

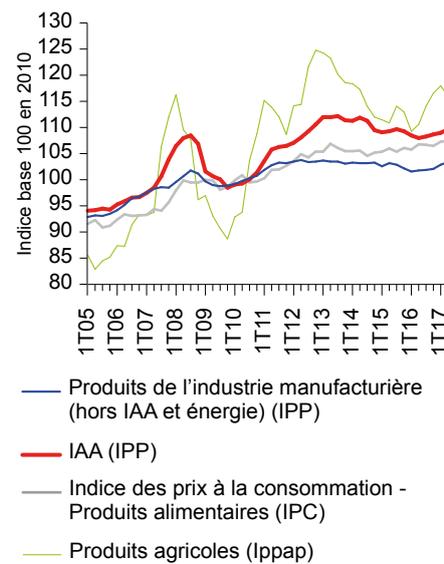
Le principal contributeur à l'amélioration de l'excédent commercial global des IAA demeure toutefois l'excédent des boissons, en progression sur un an pour le troisième trimestre consécutif (+ 10 % en valeur), grâce au dynamisme des exportations de boissons, tant alcoolisées que non alcoolisées. Il s'est élevé à près de trois milliards d'euros, soit le plus haut niveau jamais atteint pour un 2^e trimestre. Tirées par la demande des pays tiers (principalement États-Unis, Chine, Singapour et Royaume-Uni), les ventes de *boissons alcooliques distillées* et de *vins* ont particulièrement augmenté sur un an (respectivement + 10,6 % et + 11,6 %), sous le double effet de la hausse des prix et des volumes vendus, établissant un nouveau record pour la période. Les ventes de *Champagne et mousseux* ont également été dynamiques grâce à la demande toujours ferme des pays tiers (États-Unis et Asie) et à la hausse des prix. Celles de *bière* et d'*eaux de table* ont, elles aussi, bénéficié de prix et de volumes en augmentation.

Au 2^e trimestre 2017, la légère hausse sur un an des prix à la production des IAA s'est confirmée pour le deuxième trimestre consécutif

Au 2^e trimestre 2017, dans le prolongement du redressement amorcé au 2^e trimestre 2016, la croissance des prix à la production des IAA, bien que légère, s'est poursuivie grâce à la hausse conjointe des prix à la production des produits alimentaires et des boissons. Sur un an, la reprise engagée au 1^{er} trimestre 2017, pour la première fois depuis fin 2013,

s'est accélérée au 2^e trimestre 2017 (+ 1,6 % contre + 0,5 % au trimestre précédent) sous l'effet conjugué de l'augmentation des prix des produits alimentaires et des boissons (*graphique 7*).

Graphique 7
Au 2^e trimestre 2017, accroissement sur un an des prix à la production des IAA pour le deuxième trimestre consécutif



Sources : Insee - Indice brut des prix à la production pour le marché français, prix de marché (IPP), indice de prix des produits agricoles à la production (Ippap) et indice des prix à la consommation (IPC) - Indice brut DGDDI (Douanes) - Données brutes

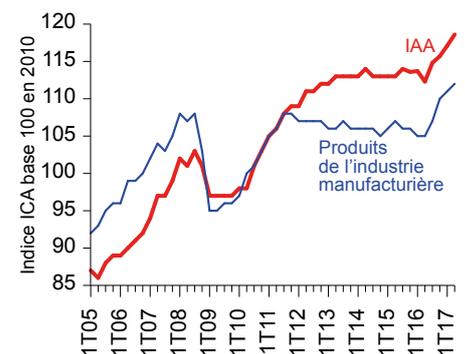
Les prix à la production ont augmenté sur un an pour l'ensemble des produits alimentaires, à l'exception des *autres produits alimentaires*, pénalisés principalement par le recul des prix à la production des plats préparés. La croissance des prix a été particulièrement vive pour les *préparations et conserves à base de poissons et de produits de la pêche*, ainsi que pour les *huiles et graisses végétales et animales*. Elle a également été soutenue pour les *produits laitiers*, en lien avec le redressement des cours du lait et du beurre, ainsi que pour les *viande et produits à base de viande*. L'augmentation des prix à la production des boissons s'est, de son côté, stabilisée sur un an au niveau atteint en début d'année, mais inférieur à celui observé depuis fin 2015. Dans le même temps, les prix à la production des produits agricoles

ont encore plus fortement progressé sur un an (+ 4,9 %), principalement sous l'effet de la hausse des cours des grandes cultures, du lait et des animaux de boucherie.

Le chiffre d'affaires du secteur des IAA a atteint un niveau record au 2^e trimestre 2017

Tirée par la hausse de la production et des prix, la croissance du chiffre d'affaires, ininterrompue depuis la mi 2016, s'est poursuivie au 2^e trimestre 2017 (+ 1,3 % par rapport au trimestre précédent), atteignant un niveau record depuis 2005 (*graphique 8*). Le chiffre d'affaires a progressé dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de celui des *huiles et graisses végétales et animales*.

Graphique 8
Au 2^e trimestre 2017, poursuite de la croissance du chiffre d'affaires des IAA



Depuis le 1^{er} janvier 2016, cet indice est calculé selon une nouvelle méthodologie et rétropolé pour les données antérieures à cette date.

Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires (ICA) - Marché intérieur et exports - CVS-CJU.

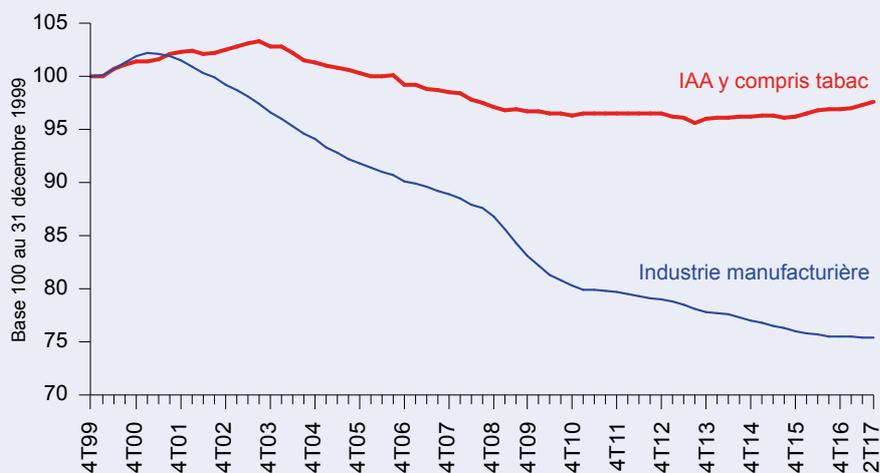
Sur un an, et malgré trois jours ouvrables en moins par rapport au 2^e trimestre 2016, la hausse du chiffre d'affaires des IAA s'est accélérée (+ 5,1 % contre + 3,4 % au 1^{er} trimestre 2017) sous l'effet de la hausse des prix. Comme lors du trimestre précédent, cette augmentation concerne l'ensemble des secteurs, et particulièrement les boissons, en lien avec la forte croissance de la production, ainsi que les *préparations et conserves à base de poisson* sous l'effet de la forte progression des prix.

Au 2^e trimestre 2017, l'emploi dans les IAA a de nouveau légèrement progressé

Au 2^e trimestre 2017, l'emploi dans les IAA (produits alimentaires et boissons, tabac, artisanat de la charcuterie et de la boulangerie-pâtisserie) s'est légèrement accru pour le troisième trimestre consécutif, après une brève stabilisation mi-2016 (graphique 9). Au 2^e trimestre 2017, les IAA employaient 570 300 salariés (tous contrats et tous temps de travail confondus), soit 1 800 emplois de plus qu'au trimestre précédent, et 4 400 de plus qu'un an auparavant (+ 0,8 %). À l'opposé, dans l'ensemble de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié a de nouveau reculé par rapport au trimestre précédent ainsi que sur un an (respectivement - 2 000 et - 5 400 employés). Au 2^e trimestre 2017, l'industrie manufacturière employait 2,775 millions de salariés.

Graphique 9

Au 2^e trimestre, légère hausse de l'emploi salarié dans les IAA



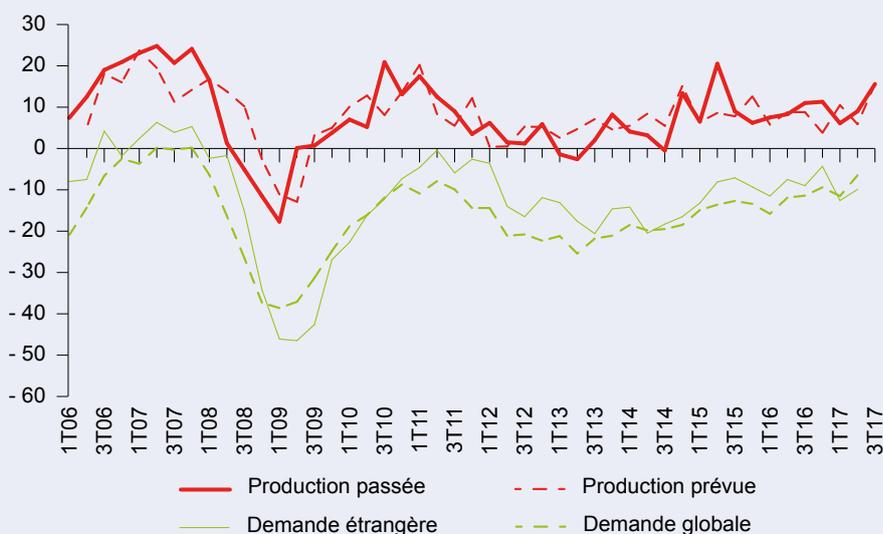
Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre (y compris artisanat commercial) - Données CVS-CJO

Perspectives de production

Selon les chefs d'entreprise interrogés par l'Insee, l'activité des IAA a progressé au 2^e trimestre 2017. Les carnets de commande, qu'ils émanent de France ou de l'étranger, sont toujours considérés comme peu étoffés mais s'améliorent. Les perspectives personnelles de production pour le 3^e trimestre 2017 restent positives et sont, en moyenne, bien meilleures que celles exprimées l'année dernière pour le 3^e trimestre 2016 (graphique 10).

Graphique 10

Au 2^e trimestre 2017, les carnets de commande se sont regarnis



Note du graphique : les indicateurs présentés correspondent à un solde d'opinion, différence entre les pourcentages de réponses positives (hausse de la production, de la demande etc., selon l'indicateur) et négatives (baisse).

Source : Insee - Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie

Tableaux 1 et 2

Au 2^e trimestre 2017, la production en volume des IAA est restée stable, le dynamisme des fabrications de boissons ayant été compensé par le recul de la production de produits alimentaires

	Poids dans la production	2T2017/ 1T2017 (%)	2 ^e trimestre 2017/2 ^e trimestre 2016 (%)					Solde extérieur (million d'euros)		
			Production	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Expors-tations	Impor-tations	2T2017	2T2016
		%	Brut					Brut		
Produits des industries alimentaires	86,6	- 0,4	- 1,7	1,8	4,6	6,6	6,3	- 1 170	- 1 115	
Viande et produits à base de viande	30,1	0,0	- 3,0	2,6	3,8	3,6	6,4	- 306	- 259	
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	1,7	2,4	7,6	6,6	1,0	7,8	- 823	- 749	
Produits à base de fruits et légumes	5,7	4,7	15,2	0,7	4,8	5,3	3,6	- 758	- 737	
Huiles et graisses végétales et animales	2	- 1,9	4,9	5,9	4,5	- 4,8	- 2,5	- 550	- 556	
Produits laitiers	16,5	- 0,3	- 0,8	3,3	4,6	7,6	26,5	648	750	
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	- 0,2	- 1,1	1,1	1,3	1,5	5,3	223	236	
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	0,0	- 1,1	0,9	6,2	4,6	- 4,0	- 66	- 111	
Autres produits alimentaires	23,5	- 2,5	- 5,7	- 0,4	4,6	12,0	5,9	170	47	
Aliments pour animaux	6,7	0,0	- 0,6	0,7	4,5	7,1	3,0	291	263	
Boissons*	13,4	5,9	10,0	0,5	7,9	9,4	7,6	2 973	2 702	
IAA hors tabac	100	0,5	0,0	1,6	5,1	7,5	6,3	1 802	1 587	

	Poids dans la production	1T2017/ 4T2016 (%)	1 ^{er} trimestre 2017/1 ^{er} trimestre 2016 (%)					Solde extérieur (million d'euros)		
			Production	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Expors-tations	Impor-tations	1T2017	1T2016
		%	Brut					Brut		
Produits des industries alimentaires	86,6	0,3	0,2	0,5	3,0	5,1	7,2	- 1 131	- 913	
Viande et produits à base de viande	30,1	- 1,5	- 1,9	1,4	1,4	1,6	1,0	- 223	- 228	
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	- 1,0	- 0,5	9,6	1,4	- 3,1	10,1	- 773	- 676	
Produits à base de fruits et légumes	5,7	5,6	7,2	- 1,0	3,2	8,6	8,9	- 743	- 682	
Huiles et graisses végétales et animales	2	4,6	10,2	5,7	9,0	- 4,6	2,8	- 590	- 551	
Produits laitiers	16,5	0,9	- 1,0	0,6	3,2	2,5	14,1	734	803	
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	- 1,1	- 0,1	- 1,2	0,6	2,2	5,0	235	242	
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	0,2	1,4	0,2	3,5	4,4	7,3	- 115	- 96	
Autres produits alimentaires	23,5	1,0	0,9	- 0,5	4,3	11,6	8,6	56	- 3	
Aliments pour animaux	6,7	0,3	1,0	- 2,7	2,3	6,0	8,6	288	278	
Boissons*	13,4	0,3	4,7	0,5	6,4	10,6	3,7	2 710	2 403	
IAA hors tabac	100	0,3	0,7	0,5	3,1	6,8	6,9	1 578	1 490	

* Non compris les vins pour la production.

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

Tableau 3

	Poids dans la production	Année 2016/Année 2015 (%)					Solde extérieur (million d'euros)	
		Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	2016	2015
		%	Brut			Brut		
Produits des industries alimentaires	86,6	- 1,1	- 1,5	0,7	- 0,8	1,5	- 4 066	- 3 324
Viande et produits à base de viande	30,1	- 0,7	0,2	- 0,8	- 3,6	- 5,0	- 869	- 983
Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche	2,7	1,9	4,2	8,1	6,1	3,0	- 2 997	- 2 934
Produits à base de fruits et légumes	5,7	- 1,9	- 2,4	1,4	0,4	6,5	- 2 803	- 2 522
Huiles et graisses végétales et animales	2	- 0,5	- 2,5	- 1,5	4,9	- 4,9	- 2 184	- 2 416
Produits laitiers	16,5	- 0,8	- 3,9	- 2,3	- 4,8	- 0,3	3 035	3 337
Produits du travail des grains et produits amylacés	5,7	- 0,9	- 1,9	- 1,5	- 1,1	4,5	957	1 057
Produits de la boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	7,1	- 3,4	- 0,8	5,2	11,6	2,3	- 348	- 495
Autres produits alimentaires	23,5	- 0,9	- 0,6	2,7	1,0	4,8	49	339
Aliments pour animaux	6,7	- 3,4	- 4,1	- 3,7	- 6,1	6,5	1 094	1 293
Boissons*	13,4	- 0,7	1,7	2,5	1,8	6,6	11 432	11 377
IAA hors tabac	100	- 1,1	- 0,9	0,8	0,0	2,0	7 366	8 053

* Non compris les vins pour la production.

En raison notamment de différences de couverture (cf. Sources, définitions et méthodes), les évolutions de la production, du prix et du chiffre d'affaires ne sont pas toujours cohérentes entre elles.

Sources : Insee, DGDDI (Douanes) et Agreste

IAA 2014 : la transformation des produits de l'élevage tient une place importante et grandissante dans le secteur

D'après les résultats du dispositif Esane permettant l'élaboration des statistiques structurelles d'entreprises, les entreprises agroalimentaires au sens large – industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie – comptaient près de 88 000 unités légales en 2014 (+ 2,4 % par rapport à 2013) et employaient 693 600 salariés en équivalent temps plein hors intérim (+ 2,2 %) (chiffres arrêtés au 10 août 2016). Parmi elles, les industries agroalimentaires (hors artisanat commercial)

comptaient 17 600 unités, en progression de 8,8 % par rapport à 2013, et 418 300 salariés au 31 décembre 2014 (- 3,8 %).

La transformation de produits de l'élevage occupe une place importante et grandissante dans le secteur : 39 % du chiffre d'affaires des industries agroalimentaires et 40 % de l'emploi sont apportés par les industries de la viande et du lait (contre respectivement 37 % et 38 % en 2013). Ces deux activités sont par ailleurs à l'origine de 32 % de la valeur ajoutée du secteur. Les industries des boissons et les « autres industries alimentaires »

(sucre, chocolaterie, café, aliments diététiques, plats préparés, etc.), très exportatrices, demeurent quant à elles les deux autres pôles de structuration majeurs des activités.

Au niveau européen (UE à 28), la France regroupe 15 % des unités légales, 16 % du chiffre d'affaires et 14 % de l'emploi des entreprises agroalimentaires au sens large. Elle est au deuxième rang européen en nombre d'entreprises, derrière l'Italie, et en nombre de salariés et en chiffre d'affaires, derrière l'Allemagne. Elle occupe également la première place en termes de chiffre d'affaires réalisés par l'industrie des boissons.

Chiffres clés des industries et du commerce de gros de produits agroalimentaires en 2014

Secteurs d'activités (NAF rév. 2)	Nombre d'unités légales	Effectif salariés en équivalent temps plein	Effectif salariés au 31 décembre	Chiffre d'affaires H.T.		Valeur ajoutée ¹ (million d'euros)
				Total (million d'euros)	dont à l'exportation (%)	
Ensemble des entreprises agroalimentaires	87 957	693 640	780 921	359 729	18,9	52 979
Industries agroalimentaires	17 647	382 284	418 332	171 465	21,1	33 849
Industries alimentaires	14 595	339 856	368 675	143 756	19,6	26 440
Transf. & conserv. viande & prép. viande	3 284	100 466	107 945	34 575	9,7	6 016
Transf. & conserv. poisson, crust., etc.	327	10 954	12 480	3 512	8,7	640
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 397	21 063	22 381	7 158	20,1	1 559
Fab. huile et graisse végétale & animale	277	3 280	3 523	7 699	34,6	482
Fabrication de produits laitiers	1 269	55 911	59 847	31 869	24,0	4 820
Travail des grains ; fab. prod. amylicés	425	13 335	14 359	7 231	42,5	1 370
Fab. prod. boulangerie-pâtis. & pâtes	1 932	43 770	48 305	11 866	15,3	3 429
Fabrication autres produits alimentaires	5 248	73 892	81 168	26 426	21,3	6 348
Fabrication d'aliments pour animaux	436	17 185	18 667	13 420	16,7	1 776
Fabrication de boissons	3 051	42 429	49 657	27 710	29,2	7 409
Commerce de gros de prod. agroalimentaires	25 733	168 654	187 840	175 183	18,0	13 509
Com. gros prod. agric. brut & anim. viv.	6 047	39 733	43 153	63 048	20,1	3 322
Com. gros prod. alim. & boissons	19 686	128 921	144 687	112 135	16,9	10 187
Artisanat commercial	44 578	142 701	174 748	13 081	0,6	5 619
Charcuterie	5 141	11 006	13 234	1 453	0,5	423
Cuisson de produits de boulangerie	3 326	7 178	8 945	730	0,5	126
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	31 438	111 587	136 617	9 741	0,4	4 566
Pâtisserie	4 673	12 931	15 952	1 158	2,3	504

1. Y compris autres produits et autres charges.

Champ : industrie et commerce de gros agroalimentaires, tabac exclu, Dom inclus.

Sources : Insee - Esane 2014, traitements SSP - Agrégats au 10 août 2016

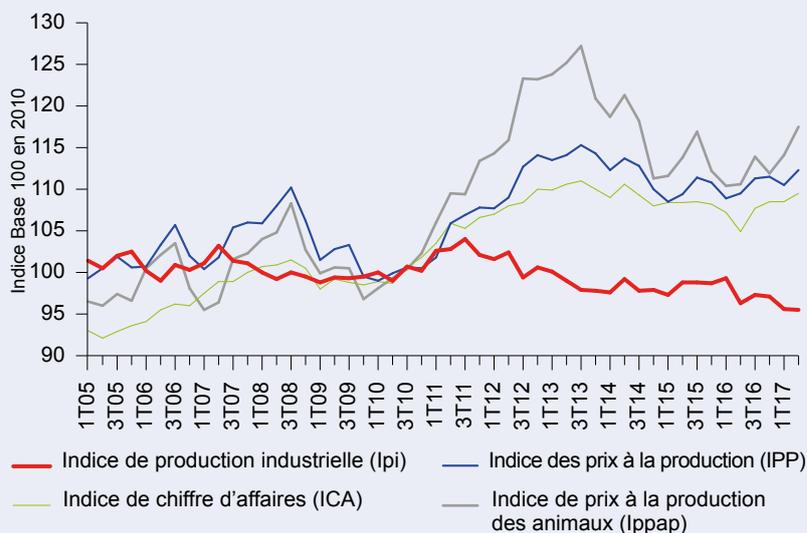
Viandes : au 2^e trimestre 2017, la production s'est stabilisée mais le solde commercial s'est fortement détérioré sur un an

La production de viande, qui représente 30 % de la production des industries alimentaires en volume, a stagné au 2^e trimestre 2017, la hausse des fabrications de viande de boucherie et produits d'abattage (+ 2,2 %) ayant compensé le recul des fabrications de viande de volailles et de produits à base de viande (respectivement - 3 % et - 1,5 %). Sur un an, en revanche, le recul de la production amorcée à la mi-2016 s'est accéléré (- 3 % contre - 1,9 % au 1^{er} trimestre 2017), en raison de plusieurs facteurs : l'épisode de grippe aviaire et l'instauration d'un vide sanitaire dans le Sud-Ouest de la France du 17 avril au 29 mai 2017, la baisse des cheptels porcins et caprins fin 2016, le repli de la demande, tant étrangère que nationale, et un nombre de jours ouvrables inférieur à celui du 2^e trimestre 2016. Les fabrications ont ainsi atteint leur niveau le plus bas depuis 2005. Du côté des échanges, l'excédent en volume s'est réduit de 46 % tandis qu'en valeur, le déficit structurel s'est creusé de 18,2 %. Les prix à la production sont, eux, repartis à la hausse après un léger fléchissement au trimestre précédent,

prolongeant la reprise observée depuis début 2016. Grâce à des prix également en progression sur un an (+ 2,6 %), dans un contexte de hausse des cours des gros bovins et des porcs,

la croissance du chiffre d'affaires du secteur, amorcée sur un an au trimestre précédent, s'est accélérée (+ 3,8 % contre + 1,4 % au 1^{er} trimestre 2017) (graphique 11).

Graphique 11
Au 2^e trimestre 2017, le production de viande s'est stabilisée à un bas niveau



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

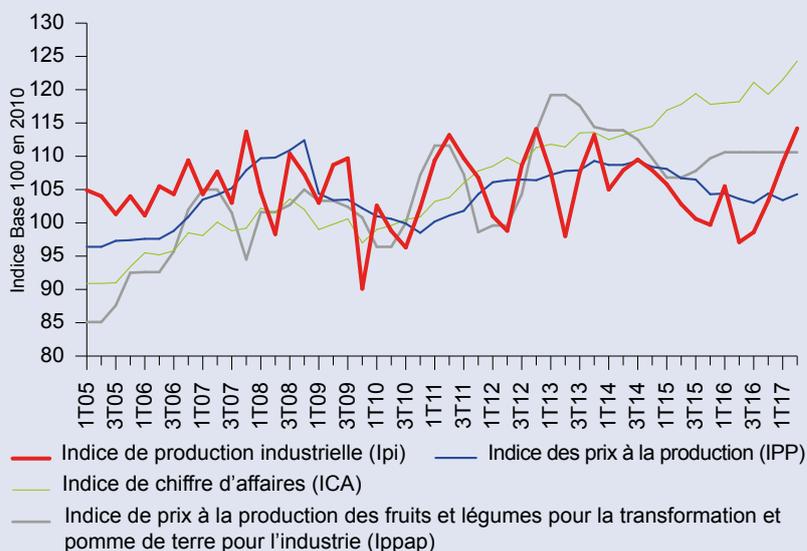
Fruits et légumes : au 2^e trimestre 2017, la production a été dynamique, conduisant à une nouvelle hausse du chiffre d'affaires

Au 2^e trimestre 2017, la croissance de la production de produits à base de fruits et légumes s'est poursuivie pour le quatrième trimestre consécutif (+ 4,7 % en volume par rapport au trimestre précédent), atteignant des niveaux relativement élevés. Sur un an, et malgré trois jours ouvrables en moins par rapport au 2^e trimestre 2016, la production a également été dynamique (+ 15,2 %), principalement sous l'effet de la hausse des fabrications de produits à base de légumes. Cette amélioration s'explique par des conditions climatiques printanières davantage favorables qu'en 2016 à la production de légumes (poireau, chou-fleur, brocoli et courgette). Sous l'effet conjugué d'une hausse des prix et des quantités importées, et d'une baisse des volumes exportés, le déficit commercial s'est creusé un peu plus sur un an (+ 2,4 % en valeur et + 6,1 % en volume), se situant au niveau le plus bas pour un 2^e trimestre depuis 2004. Avec une production et des prix en augmentation sur un an (+ 0,7 % pour les prix), la

croissance du chiffre d'affaires s'est accélérée (+ 4,8 %), dans le sillage

de la tendance haussière entamée au 2^e trimestre 2010 (graphique 12).

Graphique 12
Au 2^e trimestre 2017, la production de produits à base de fruits et légumes s'est fortement accrue



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Huiles et graisses végétales et animales : au 2^e trimestre 2017, le déficit commercial s'est réduit sur un an dans un contexte de recul de la production

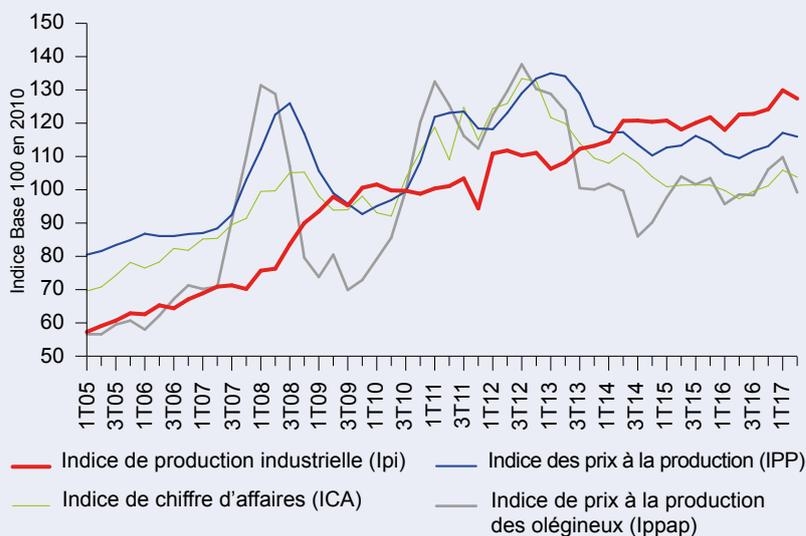
Pour la première fois depuis le 2^e trimestre 2016, la production en volume a diminué au 2^e trimestre 2017 (- 1,9 % par rapport au 1^{er} trimestre), tout en demeurant à un niveau élevé. Sur un an, et malgré trois jours ouvrables en moins par rapport au 2^e trimestre 2016, la croissance de la production s'est poursuivie (+ 4,9 %), bien qu'à un rythme moins soutenu qu'au trimestre précédent. Cette croissance a été tirée par la hausse de l'ensemble des fabrications, à l'exception des margarines, en lien avec la hausse des disponibilités mondiales de graines oléagineuses sur la campagne 2016-2017. Après une brève détérioration en tout début d'année, le solde commercial, structurellement déficitaire, tant en valeur qu'en volume, s'est de nouveau réduit sur un an (respectivement - 1,6 % et - 17 %), grâce à une baisse des importations supérieure à celle des exportations. Les prix à la production ont, de leur côté, fléchi après quatre trimestres de hausse, tout en progressant fortement sur un an (+ 5,9 %) pour le deuxième

trimestre consécutif. Sous l'effet de l'augmentation conjointe de la production et des prix, la croissance du chiffre d'affaires du secteur s'est

poursuivie (+ 4,5 % sur un an), de façon néanmoins plus modérée qu'en début d'année (graphique 13).

Graphique 13

Au 2^e trimestre 2017, la production de corps gras a diminué tout en demeurant supérieure à celle de 2016



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Travail des grains et produits amylacés : pour la première fois depuis la fin 2013, les prix à la production ont progressé sur un an au 2^e trimestre 2017

Au 2^e trimestre 2017, la production en volume s'est stabilisée à un niveau relativement élevé. Sur un an, les fabrications ont en revanche reculé (- 1,1 %), en raison d'un nombre de jours ouvrables inférieur à celui du 2^e trimestre 2016, retombant à leur niveau bas du 2^e trimestre 2013. Elles ont principalement souffert d'une nouvelle contraction des fabrications de produits amylacés (- 3,9 %), et, dans une moindre mesure, de celles

de farines (- 0,4 %). Pour le deuxième trimestre consécutif, les exportations ont progressé sur un an en valeur au 2^e trimestre 2017 (+ 1,5 %), exclusivement grâce aux prix. Sous l'effet de la hausse des prix et des quantités achetées, les importations se sont également accrues pour le huitième trimestre consécutif (+ 5,2 % sur un an), conduisant à une nouvelle réduction de l'excédent commercial (- 5,4 %). Ce dernier s'est ainsi établi à

son plus bas niveau depuis 2010 pour la période. Les prix à la production ont, de leur côté, légèrement augmenté par rapport au trimestre précédent, prolongeant la tendance haussière amorcée à la mi-2016. Avec des prix également en hausse sur un an (+ 1,1 %), pour la première fois depuis le 3^e trimestre 2013, le chiffre d'affaires du secteur s'est lui aussi accru (+ 1,3 % sur un an) pour le deuxième trimestre consécutif.

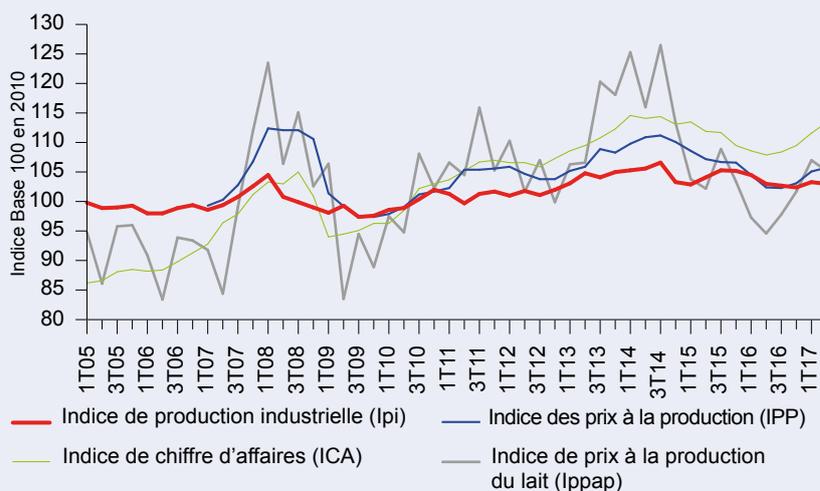
Industrie laitière : au 2^e trimestre 2017, la baisse de la production en volume s'est atténuée sur un an mais l'excédent commercial a fortement diminué

Après une brève augmentation au 1^{er} trimestre 2017, la production en volume de produits laitiers a très légèrement reculé au 2^e trimestre 2017 (- 0,3 %), renouant avec la tendance baissière amorcée début 2016. Sur un an, le repli de la production, observé depuis le 3^e trimestre 2016, s'est poursuivi, mais à un rythme plus modéré (- 0,8 % contre - 2,3 % en moyenne sur les trois trimestres précédents). Les fabrications ont été pénalisées par le nouveau recul de la collecte laitière, consécutif à des conditions climatiques printanières et estivales perturbant la pousse de l'herbe et à une réduction du cheptel laitier. Les fabrications se sont ainsi établies à leur plus bas niveau depuis 2013 pour cette période, avec une baisse particulièrement marquée pour le beurre (- 8 % sur un an). Seules les fabrications de laits secs et de glaces et sorbets ont tiré leur épingle du jeu. Depuis plusieurs trimestres, l'excédent commercial se contracte fortement sur un an en valeur. Au 2^e trimestre 2017, il a diminué de 13,1 %, atteignant son plus bas niveau depuis 2010 pour la période, sous l'effet d'une baisse des quantités vendues supérieure à celle

des quantités achetées, couplée à une hausse des prix du beurre et de la poudre grasse. La prolongation de l'embargo russe jusqu'à la fin de l'année 2017, le recul de la collecte laitière ainsi que de la demande étrangère, tant européenne (en lien avec la reprise de la collecte dans de nombreux pays) que de la part des pays tiers, ont en

effet freiné les exportations. Dans un contexte de redressement des cours de lait depuis l'été 2016, la croissance des prix à la production des produits laitiers s'est poursuivie (+ 0,6 % par rapport au 1^{er} trimestre 2017 et + 3,3 % sur un an), conduisant à une nouvelle hausse du chiffre d'affaires (respectivement + 1,6 % et + 4,6 %) (graphique 14).

Graphique 14
Au 2^e trimestre 2017, la croissance du chiffre d'affaires des produits laitiers s'est poursuivie

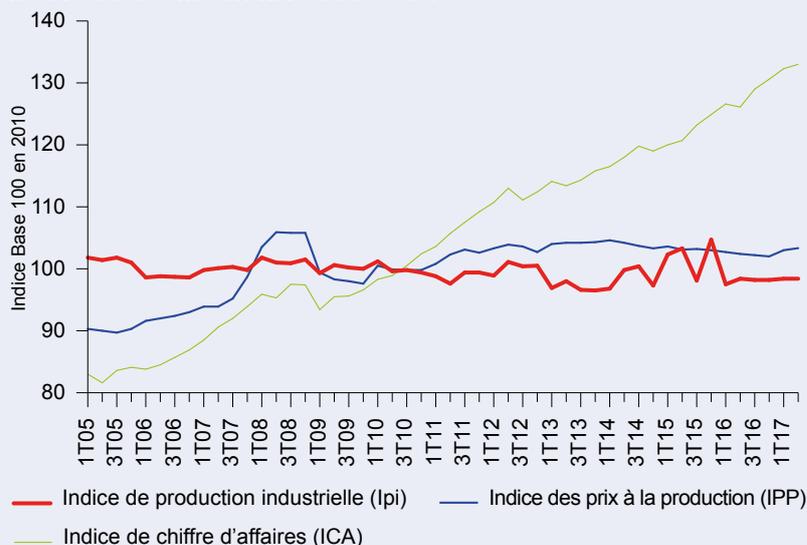


Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP et Ippap) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires : au 2^e trimestre 2017, le déficit commercial s'est fortement réduit en valeur sur un an

Depuis le 2^e trimestre 2016, la production est restée plutôt stable. Sur un an, en revanche, elle a de nouveau reculé (- 1,1 %) après une brève augmentation en début d'année, pénalisée par le repli de l'ensemble des fabrications, et en particulier par celui de pâtes alimentaires. Le déficit commercial s'est également fortement réduit sur un an au 2^e trimestre 2017 (- 40,3 % en valeur), atteignant son niveau le plus faible depuis 2006 pour cette période, grâce à une hausse du prix des exportations et une baisse des quantités importées. En rupture avec la diminution enregistrée depuis le 2^e trimestre 2014, les prix à la production ont confirmé la légère augmentation par rapport au trimestre précédent ainsi que sur un an, affichée au 1^{er} trimestre, soutenant la croissance du chiffre d'affaires (+ 6,2 % sur un an) (graphique 15).

Graphique 15
Au 2^e trimestre 2017, le chiffre d'affaires du secteur a de nouveau atteint un niveau record



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Autres produits alimentaires : au 2^e trimestre 2017, l'excédent commercial s'est fortement amélioré

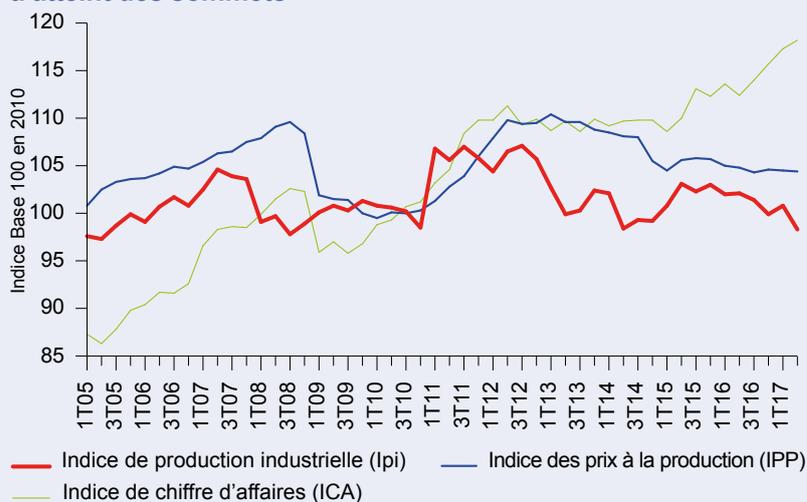
Après un léger rebond au 1^{er} trimestre 2017, la production est repartie à la baisse au 2^e trimestre 2017 (- 2,5 % par rapport au trimestre précédent), prolongeant la tendance baissière amorcée fin 2015. Elle a été pénalisée par le recul de l'ensemble des fabrications, à l'exception de celles de sucre et d'aliments adaptés à l'enfant et diététiques. Sur un an, avec un nombre de jours ouvrables inférieur à 2016, le repli de la production est encore plus marqué (- 5,7 %). Seules les fabrications d'autres aliments non classés ailleurs (soupe, ovo-produits, levures, extraits et jus de viande et de poissons, etc.) ont progressé. Soutenues par l'augmentation de la demande extérieure et des prix, les exportations se sont de nouveau accrues sur un an (+ 12 % en valeur et + 1,1 % en volume), conduisant pour le deuxième trimestre consécutif à une nette amélioration de l'excédent commercial en valeur. De 47 millions d'euros au 2^e trimestre 2016, ce dernier est passé à 170 millions d'euros au 2^e trimestre 2017, principalement grâce à la hausse des prix et des volumes exportés de thés et cafés transformés et d'aliments adaptés à l'enfant et

diététiques. Les prix à la production, restés stables pour le deuxième trimestre consécutif, ont, quant à eux, légèrement diminué sur un an (- 0,4 %) sous l'effet du recul des prix à la production de l'ensemble des produits à l'exception du sucre, en lien avec le raffermissement des cours sur un an, et

des thés et cafés transformés. Malgré le repli de la production et des prix, le chiffre d'affaires du secteur a de son côté poursuivi sa progression sur un an, atteignant un nouveau pic (encadré Sources, définitions et méthode - point 3) (graphique 16).

Graphique 16

Au 2^e trimestre 2017, la production des autres produits alimentaires a de nouveau reculé tandis que le chiffre d'affaires a atteint des sommets



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Alimentation animale : au 2^e trimestre 2017, l'excédent commercial s'est amélioré en valeur mais a fortement reculé en volume

Au 2^e trimestre 2017, la production d'aliments pour animaux est restée étale par rapport au trimestre précédent. D'un côté, les températures anormalement fraîches puis caniculaires du printemps ont ralenti la pousse de l'herbe, ce qui a favorisé le recours aux aliments composés pour les bovins, de l'autre, l'instauration d'un vide sanitaire à la suite de la détection de cas de grippe aviaire dans le Sud-Ouest, ainsi que la baisse du cheptel porcin fin 2016 ont limité le recours aux aliments composés pour volailles et porcins. Sur un an, avec trois jours ouvrables en moins

par rapport au 2^e trimestre 2016, la production a légèrement reculé (- 0,6 %), prolongeant la tendance baissière observée sur un an depuis la fin de l'année 2015. Les fabrications ont ainsi atteint leur plus faible niveau pour un 2^e trimestre depuis 2000. À l'inverse, et en rupture avec les baisses successives observées sur un an depuis le 3^e trimestre 2015, l'excédent commercial s'est accru (+ 11,1 % en valeur) pour le deuxième trimestre consécutif grâce à une hausse des exportations supérieure à celle des importations. En revanche, en volume, l'excédent commercial

s'est très fortement contracté (- 65,4 % sur un an), en raison d'une baisse de la demande étrangère et d'une hausse des quantités achetées. Alors qu'ils ne cessaient de reculer depuis le 2^e trimestre 2013, les prix à la production se sont légèrement redressés par rapport au trimestre précédent. Sur un an, ils sont également en hausse (+ 0,7 %), en lien avec la progression des cours des céréales. Soutenue par l'augmentation des prix, la hausse du chiffre d'affaires, amorcée en début d'année après plusieurs trimestres de repli, s'est accélérée (+ 4,5 % sur un an).

Boissons : au 2^e trimestre 2017, production, chiffre d'affaires et excédent commercial sont en forte hausse sur un an

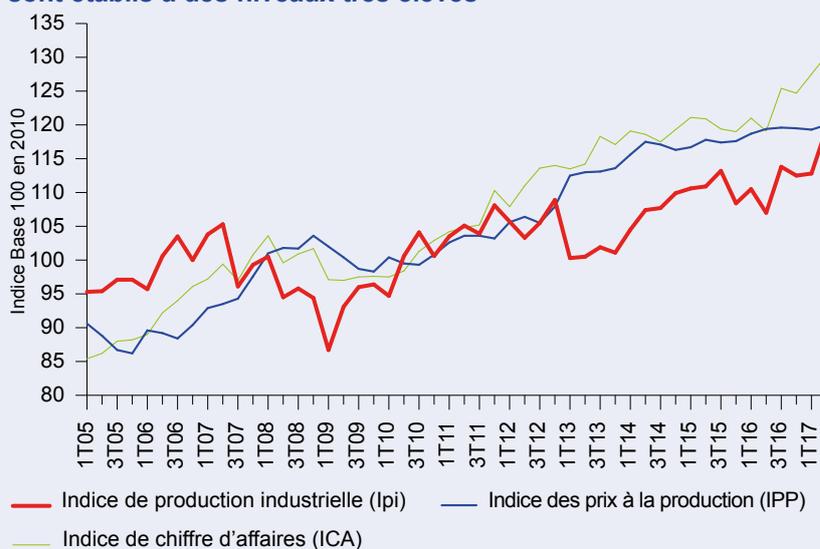
Au 2^e trimestre 2017, la production de boissons a été dynamique, progressant par rapport au trimestre précédent (+ 5,9 %), ainsi que sur un an (+ 10 %) malgré un nombre de jours ouvrables inférieur à celui du 2^e trimestre 2016, jusqu'à atteindre des niveaux records. Sur un an, la production a été portée par la hausse de la plupart des fabrications, et en particulier par celles de boissons non alcoolisées (+ 16,3 % soit 7,6 points de croissance), en lien avec la hausse de la demande étrangère et plusieurs pics de chaleur au printemps. Soutenues par la progression de la demande extracommunautaire pour les boissons alcoolisées (vins principalement), ainsi que par la demande européenne et chinoise pour les boissons sans alcool (eaux de table majoritairement), les exportations ont été une nouvelle fois dynamiques sur un an, tant en valeur (+ 9,4 %) qu'en volume (+ 3,3 %). Dans le même temps, les importations se sont accrues en valeur (+ 7,6 %) sous l'effet de la hausse des prix, les quantités achetées (boissons rafraîchissantes essentiellement) ayant reculé (- 5,8 %). En conséquence, l'excédent commercial s'est renforcé en valeur

pour le troisième trimestre consécutif (+ 10,1 % sur un an), dépassant les 2,9 milliards d'euros, soit un niveau record pour un 2^e trimestre. En volume, l'excédent s'est également fortement accru (+ 13,3 %), s'établissant, lui aussi, à son niveau le plus élevé pour

la période. Sous l'effet principalement de la hausse de la production, le chiffre d'affaires du secteur a de nouveau progressé, tant par rapport au trimestre précédent que sur un an, atteignant un pic (graphique 17).

Graphique 17

Au 2^e trimestre 2017, la production et le chiffre des boissons se sont établis à des niveaux très élevés



Sources : Insee, Agreste - Indice brut pour les prix (IPP) et indice CVS-CJO pour l'Ipi et l'ICA

Sources, définitions et méthodes

- Les données conjoncturelles des industries agroalimentaires (IAA) sont présentées selon la nomenclature d'activité productive Naf rév. 2 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Les IAA regroupent les industries alimentaires (division 10) et les fabrications de boissons y compris de vins (division 11), mais n'incluent pas la fabrication de produits à base de tabac (division 12) :

<http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=nomenclatures/cpf2008/cpf2008.htm>

- Les IAA sont intégrées à l'ensemble « Industrie manufacturière » (section C de la nomenclature) qui regroupe toutes les industries manufacturières, à l'exclusion de l'énergie et de la construction.

- Les différents indicateurs des IAA utilisés ont pour base 100 l'année 2010. Ils ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont, de ce fait, pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels alors que les autres indicateurs – Indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur – sont des indicateurs de branche.

Alors que la branche regroupe des unités de production homogènes, les secteurs d'activité regroupent des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale mais qui peuvent avoir des productions ou services secondaires relevant d'autres items de la nomenclature d'activité. Compte tenu des champs respectifs des différents indicateurs, le chiffre d'affaires total d'une entreprise sera affecté à un seul poste de la nomenclature d'activité (l'activité principale) alors que sa production sera, le cas échéant, ventilée dans différents postes de la nomenclature.

■ Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie :

Le département de la conjoncture de l'Insee effectue une enquête mensuelle auprès des entreprises du secteur concurrentiel sur la situation et les perspectives d'activité dans l'industrie. Le champ de l'industrie retenu recouvre les secteurs de l'industrie manufacturière dont les fabrications de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac. Toutes les questions sont qualitatives et trimodales. Les résultats sont présentés sous la forme de soldes d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses « en hausse » ou « supérieurs à la normale » et le pourcentage de réponses « en baisse » ou « inférieurs à la normale ». Cette présentation permet d'améliorer la lisibilité sans perte d'information notable.

http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind11/Emi_m2015.pdf

- Les données concernant les entreprises agroalimentaires au sens large, industries agroalimentaires, commerce de gros de produits agroalimentaires, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie sont obtenues à partir d'Esane (Élaboration des Statistiques Annuelles d'Entreprise) :

<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/entreprises-agroalimentaires/esane-entreprises-agroalimentaires/>

- Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- l'Ipi de l'industrie laitière couvre également les glaces et sorbets.
- l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

- Les comparaisons sont effectuées, sauf précision contraire, en glissement annuel, c'est-à-dire par rapport à la même période de l'année précédente.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - IAA » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - IAA » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- Le tableau de bord mensuel des IAA qui retrace le climat conjoncturel des IAA, au travers de différents indicateurs et des chiffres du commerce extérieur

Les Synthèses conjoncturelles IAA :

- « Au 1^{er} trimestre 2017, la production en volume des IAA a confirmé le timide redressement amorcé au 3^e trimestre 2016 », Synthèses n° 2017/312, juillet 2017
- « En 2016, la production en volume des IAA a diminué après deux années de faibles hausses », Synthèses n° 2017/304, mai 2017
- « Au 3^e trimestre 2016, malgré un rebond, le niveau de la production des IAA reste inférieur à celui de 2015 tandis que l'emploi progresse légèrement sur un an », Synthèses n° 2017/298, janvier 2017
- « Au 2^e trimestre 2016, la production des IAA a reculé sur un an », Synthèses n° 2016/296, octobre 2016

Les primeurs IAA :

- « Productions commercialisées des industries agroalimentaires - En 2016, baisse des ventes dans les filières animales », Agreste primeur n° 346, juillet 2017
- « Dépenses des industries agroalimentaires pour protéger l'environnement - La prévention et la lutte contre le réchauffement climatique progressent en 2014 », Agreste primeur n° 339, octobre 2016

Autre publication sur ce thème publiée par la DGPE :

- « Le panorama des industries agroalimentaires 2016 » disponible en ligne à l'adresse suivante : <http://agriculture.gouv.fr/le-panorama-des-iaa>

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
Arvalis : Institut du végétal
ASTREDHOR : Association nationale des structures d'expérimentation et de démonstration en horticulture
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidéf : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
CTIFL : Centre technique interprofessionnel des fruits et des légumes
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
NEPG : North-Western European Potato Growers (groupement des producteurs de pommes de terre du Nord-Ouest européen)
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
StatCan : Statistique Canada
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
FCO : fièvre catarrhale ovine
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
lpa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
lpi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
lppap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
Rica : réseau d'information comptable agricole
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.rnm.franceagrimer.fr/

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
3 rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP
Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP
Dépot légal : À parution
© Agreste 2017

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr

Références des synthèses

Synthèses

Légumes d'été : des récoltes précoces mais fragilisées par les aléas climatiques et par le chevauchement des productions

Légumes

5 S. Bernadet

Fruits d'été : en 2017, un marché difficile pour l'abricot et la cerise, plus équilibré pour la pêche

Fruits

L. Bernadette

Après une nette dégradation en 2016, le marché des œufs de consommation s'améliorerait au premier semestre 2017

Aviculture

C. Pendariès

En France et en Europe, une reprise progressive de la collecte de lait au cours du premier semestre 2017, stimulée par le redressement des prix du lait

Lait

A. Calvino

Au 2^e trimestre 2017, la production en volume des IAA reste stable sur un an, malgré la forte croissance du secteur des boissons

IAA

M. Kuhn-Le Braz

Organismes et abréviations

Pour en savoir plus

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 9/11 octobre 2017

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Ovins, n° 9/11, octobre 2017

M.A. Lapuyade

Animaux de boucherie - Porcins, n° 9/11, octobre 2017

C. Pendariès

Animaux de boucherie - Bovins, n° 2/2, enquête cheptel mai 2017 - octobre 2017

M.A. Lapuyade, E. Mathieu

Animaux de boucherie - Porcins, n° 2/2, enquête cheptel mai 2017 - octobre 2017

C. Pendariès

Aviculture, n° 10/11, novembre 2017

C. Pendariès

Bois et dérivés, n° 2/2, octobre 2017

G. Astrié

Carotte, n° 1/3, septembre 2017

S. Bernadet

Chicorée, n° 2/4, octobre 2017

S. Bernadet

Climatologie, n° 10/12, octobre 2017

M. Le Turdu

Commerce extérieur agroalimentaire, n° 10/12, octobre 2017

T. Champagnol

Concombre, n° 3/4, septembre 2017

S. Bernadet

Courgette, n° 2/2, octobre 2017

S. Bernadet

Coûts de production, n° 9/10, octobre 2017

M. Kuhn-le Braz, A. Lavergne

Endive, n° 1/4, octobre 2017

S. Bernadet

Grandes cultures et fourrages, n° 8/10, octobre 2017

G. Thomas, J-M. Pognat

Lait, n° 9/11, octobre 2017

S. Cazeneuve

Laitue, n° 1/4, octobre 2017

S. Bernadet

Melon, n° 2/2, octobre 2017

S. Bernadet

Pêche, n° 5/5, septembre 2017

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Poireau, n° 1/3, septembre 2017

S. Bernadet

Poire, n° 3/4, octobre 2017

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Pomme, n° 5/6, octobre 2017

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Prairies, n° 7/7, octobre 2017

L. Grassart

Prix agricoles et alimentaires n° 9/10, septembre 2017

A. Delort

Tomate, n° 3/4, septembre 2017

S. Bernadet

Viticulture, n° 3/4, octobre 2017

L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont présentes dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA PROSPECTIVE

3 rue Barbet de Jouy
75349 PARIS 07 SP
Site internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédactrice en chef : Annie Delort
Composition : SSP
Impression : AIN - Ministère de l'Agriculture
Dépot légal : à parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2017

Numéro 4 - novembre 2017

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Prix : 7,00 €